



# Assemblée générale

## AG/11294

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### Assemblée générale

Soixante-septième session  
9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> & 11<sup>e</sup> séances plénières  
matin - après-midi & soir

### **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE: LES RÉVOLUTIONS ARABES, LA STABILITÉ EN AFRIQUE ET LA LUTTE CONTRE LES STUPÉFIANTS EN AMÉRIQUE LATINE DOMINENT LE DEUXIÈME JOUR DU DÉBAT GÉNÉRAL**

Si les conséquences des révolutions arabes ont constitué un thème dominant des interventions de la quarantaine de chefs d'État et de gouvernement qui se sont succédé aujourd'hui à la tribune de l'Assemblée générale, au deuxième jour du débat général, plusieurs délégations d'Amérique latine ont aussi tiré la sonnette d'alarme contre les conséquences du trafic des stupéfiants et de la criminalité transfrontalière sur leur développement, leur stabilité et leur sécurité. Le Chef du Gouvernement malien a pour sa part évoqué la crise qui affecte son pays et la région du Sahel, question qui avait été déjà amplement évoquée hier, entre autres, par le Président de la France. La journée a vu intervenir 13 chefs d'État et de gouvernement dont les discours se sont appesantis sur la nécessité de déployer de nouveaux efforts en faveur de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et de faire en sorte que le continent africain, représenté par 54 États à l'ONU, bénéficie d'une meilleure représentation au sein d'un Conseil de sécurité réformé.

Au lendemain des troubles qui ont résulté de la diffusion sur le réseau Internet d'un film islamophobe de nombreuses délégations tout en soutenant les valeurs de la démocratie qui incluent les libertés d'expression, d'idées et de religion, ont déploré à la fois les abus que représente l'utilisation de supports vidéos afin de répandre la haine en s'en prenant aux croyances des autres peuples, et les violences perpétrées en réaction à ces images. Le Président de République islamique d'Iran, M. Mahmoud Ahmadinejad, qui prenait la parole pour la huitième et dernière fois du podium de l'Assemblée, s'est présenté comme un acteur de la lutte contre l'injustice. Face à l'ordre international actuel, dont il a jugé les règles discriminatoires et fondées sur l'injustice et la politique du « deux poids, deux mesures », il a appelé à « l'émergence d'un nouvel ordre mondial reconnaissant l'Homme comme la création suprême de Dieu », après avoir fustigé « les politiques hégémoniques du sionisme mondial ».

« Le peuple syrien qui est dans le cœur de tous les Égyptiens mérite un avenir de paix et de liberté », a pour sa part déclaré M. Mohamed Morsy, le Président de l'Égypte, qui a souligné qu'il est le premier Chef d'État égyptien élu démocratiquement après une révolution pacifique. Fort de cette légitimité, il a dit que la « nouvelle Égypte » restait déterminée à assumer son rôle dans la recherche de solutions aux nombreux problèmes du monde, dont la question de la Palestine. M. Morsy a indiqué que la nouvelle Égypte respecterait ses engagements internationaux et les traités signés et ratifiés par les gouvernements qui ont précédé le sien. Mais l'Égypte exhorte la communauté à soutenir la volonté des peuples du Moyen-Orient qui veulent que leur région soit exempte d'armes nucléaires et de tout autre type d'armes de destruction massive, a dit M. Morsy, en exigeant que tous les pays de la région, sans exception, deviennent parties au Traité sur la non-prolifération nucléaire des armes nucléaires et soumettent leurs installations aux contrôles de l'AIEA.

« Même les contes de fée ont des pages sombres », a déclaré M. Herman Van Rompuy, Président du Conseil de l'Europe au sujet des conséquences du printemps arabe, en rappelant que le changement a besoin de temps », que la longue voie de la transition reste devant ces nations qui, malgré les embûches, vont dans la bonne direction. À l'instar du Premier Ministre britannique, M. David Cameron, M. Van Rompuy a rappelé que ce mouvement en faveur des libertés et de la démocratie était irréversible et que la voix de peuples libérés ne pourra plus jamais être réduite au silence. S'adressant à ceux qui estiment que les élections dans les pays du printemps arabe n'ont fait que faciliter l'arrivée de partis islamistes au pouvoir, M. Cameron a exhorté les démocrates à accepter les résultats de ces scrutins, tout en rappelant que si les yeux du monde se concentrent sur les Frères musulmans, « l'avenir de ces pays est aussi entre les mains de leurs mères, de leurs sœurs et de leurs filles ». Appelant à ne pas confondre Islam et extrémisme, M. Cameron s'est dit persuadé que l'Égypte, la Tunisie et d'autres pays de la région sauront prendre la même direction que la Turquie, qui est la démonstration que démocratie et Islam peuvent fleurir côte à côte.

Les questions africaines ont été largement débattues par les présidents des 13 États africains intervenus aujourd'hui. Pour ce qui est de la situation au Mali et en Guinée-Bissau, la Présidente du Libéria, Mme Ellen Johnson-Sirleaf a appelé la communauté internationale à soutenir les efforts de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) visant la pleine restauration de l'ordre constitutionnel dans ces deux pays et la préservation de la paix dans la sous-région. Dans le domaine du développement, M. Michael Chilufya Sata, Président de la Zambie a souhaité que les efforts visant les objectifs de développement durable post-2015 ne détournent pas l'attention du monde des OMD, qui sont encore à atteindre avant 2015. S'agissant de la réforme du Conseil de sécurité, la plupart des pays africains ont appuyé le Consensus de d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte, en demandant que l'Afrique obtienne deux sièges permanents avec droit de veto et cinq sièges non permanents pour « corriger l'injustice historique dont a été, et continue d'être victime, le continent africain ».

Le Premier Ministre malien, Cheick Modibo Diarra, a déploré l'occupation du nord du Mali « par des bandes armées composées de terroristes intégristes, de narcotrafiquants et autres criminels de tout acabit ». Le Gouvernement malien a saisi la CPI pour l'examen des actes odieux, dont des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis par ces bandes. La situation que vit le Mali est une conséquence collatérale de la crise libyenne, a indiqué M. Diarra. Trois cent cinquante trois mille cent soixante-dix-sept personnes ont fui le Nord du Mali, dont 84 402 déplacées internes et 266 775 réfugiées dans les pays voisins. Dans la perspective du recouvrement de notre intégrité territoriale, le Gouvernement d'union nationale mis en place le 20 août 2012 sollicite l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité autorisant, sous Chapitre VII, l'intervention d'une force militaire internationale, afin d'aider l'armée malienne à reconquérir et sécuriser le territoire national, a dit le Premier Ministre.

L'Assemblée générale entamera demain matin, jeudi 27 septembre, à 9 heures, la troisième journée de son débat général.

#### **Suite du débat général**

M. ABDRAHUH HADI MANSOUR, Président du Yémen, a rappelé que le monde islamique avait connu, ces dernières semaines, une vague de violences à la suite de la projection d'un film blasphématoire sur l'Islam. Il a déploré ces violences, ainsi que les comportements islamophobes à l'origine des violences, lesquels, a-t-il dit, trouvent des défenseurs alors que le monde traverse des difficultés qui ont un impact destructeur sur les pays les moins avancés et les pays du Sud. Il a rappelé que le Yémen célèbre aujourd'hui la « Révolution de 1962 » et, qu'il a récemment réalisé une transition politique qui a mis fin à l'autocratie et a abouti à l'avènement d'une nouvelle ère de liberté et de démocratie. M. Mansour a aussi rappelé les étapes franchies après les délibérations du Conseil de coopération du Golfe sur le Yémen. L'objectif du Yémen est aujourd'hui de parvenir à un régime politique dont la forme va être décidée par le peuple du Yémen au cours d'une prochaine conférence nationale inclusive. Le Président du Yémen a indiqué que tous les partis yéménites adhéraient au processus de sortie de crise. Il a assuré que les obstacles politiques actuels ne feront pas reculer le peuple du Yémen.

Sur un autre plan, le Yémen fait face à la piraterie, aux menaces terroristes, au chômage et à la crise économique. À cet égard, il a sollicité l'appui des bailleurs de fonds en leur demandant de lever les obstacles administratifs et en adoptant la transparence dans les négociations. Il a aussi fait remarquer que le terrorisme avait duré plus de 10 ans au Yémen, en atteignant des pics ces dernières années, à cause notamment de l'activisme d'Al-Qaïda. Le Yémen s'est donc engagé à éradiquer ce fléau tout en sollicitant l'appui des pays étrangers, en particulier en matière de renseignement et d'équipement. Le Yémen, qui abrite de nombreux réfugiés, a besoin de l'aide de la communauté internationale pour répondre à leurs besoins, a-t-il ajouté.

Avant de conclure, M. Mansour a déploré le blocage du processus de paix au Moyen-Orient au détriment de la Palestine. C'est pourquoi, les Nations Unies doivent augmenter leurs pressions sur Israël pour faire avancer le processus de paix, en prenant des mesures et plus particulièrement à mettre fin aux violences contre le peuple palestinien. En ce qui concerne la Syrie, il a appelé toutes les parties à adhérer aux propositions de l'Envoyé spécial conjoint, M. Lakhdar Brahimi. La solution, a-t-il insisté, passe par les urnes. S'agissant de la Somalie, il a souligné le rôle du Yémen dans les négociations ayant abouti à la sortie de crise dans ce pays en dépit de la situation difficile vécue par le Yémen.

Mme ELLEN JOHNSON-SIRLEAF, Présidente du Libéria, a regretté que le paysage international soit aujourd'hui marqué par des conflits armés, des crises économiques et une dégradation de l'environnement. Pour le Libéria, qui a connu un long conflit, le thème du règlement des différends par des moyens pacifiques est d'une importance capitale. La nécessité de prévenir les conflits est d'autant plus urgente car la plupart des conflits sont internes et liés à la marginalisation, aux inégalités et aux injustices, a constaté Mme Johnson-Sirleaf. Il est par conséquent d'autant plus important d'identifier ces causes avant même que le conflit n'éclate. La Présidente a salué le travail des partenaires du développement du Libéria et, en particulier, les Nations Unies, et a demandé que ces partenaires soient habilités à appuyer les programmes nationaux du Libéria, surtout en faveur des femmes. Mettant l'accent sur l'autonomisation des femmes, la Présidente du Libéria a fait état des progrès significatifs réalisés en termes d'éducation et de santé des filles et des femmes, tout en reconnaissant qu'il restait encore beaucoup à faire. En tant que membre du panel du Secrétaire général des personnalités éminentes pour les objectifs du développement post-2015, Mme Johnson-Sirleaf a fait observer que de

nombreux pays ne seront pas en mesure de réaliser les OMD d'ici à 2015. C'est pourquoi, elle a préconisé que la communauté internationale définisse un cadre au-delà de 2015 qui soit ambitieux mais réalisable et qui reflète un consensus politique large entre les secteurs public et privé ainsi qu'avec la société civile en vue de parvenir à un développement durable.

Pour la Présidente du Libéria, il ne fait pas de doute que les Nations Unies devraient continuer à être au centre de la gouvernance mondiale. Le Libéria soutient l'idée de réformer le Conseil de sécurité, a-t-elle cependant assuré, en se disant encouragée par le nombre croissant d'États Membres qui sont en faveur de son élargissement. Le Libéria, a-t-elle poursuivi, appuie la position africaine basée sur le consensus d'Ézulwini, adopté par l'Union africaine, lors de la Conférence diplomatique de haut niveau sur le commerce international des armes classiques qui a eu lieu à New York cette année. Le Libéria regrette toutefois que des positions nationales fortes n'aient pas permis de parvenir à un accord sur un document final contraignant. Pour sortir de cette impasse, la Présidente du Libéria a proposé de conclure au préalable des accords bilatéraux avant d'engager un nouveau cycle de négociations visant à faciliter l'adoption d'un projet final du texte du futur traité sur les armes classiques. « Même s'il est imparfait, il contiendra l'essentiel », a-t-elle estimé.

Préoccupée par la violence déclenchée à la suite de la projection d'un film inacceptable sur l'Islam, Mme Johnson-Sirleaf a toutefois insisté sur le fait que la démocratie a besoin de libertés, d'idées, de religion et d'expression. « La tolérance, et non la violence, est la réponse appropriée pour prévenir davantage de violence », a-t-elle affirmé. Pour ce qui est de la situation au Mali et en Guinée-Bissau, le Libéria entérine les décisions de la CEDEAO visant la pleine restauration de l'ordre constitutionnel dans ces deux pays. En tant que Présidente de l'Union du fleuve Mano, le Libéria s'est engagé à ne jamais accepter qu'un centimètre de son territoire ne soit utilisé pour déstabiliser ses pays voisins, a-t-elle souligné, avant d'inviter les autres pays de la région à œuvrer de concert pour que les individus qui s'efforcent à déstabiliser certaines parties de la région soient traités comme des ennemis.

M. MICHAEL CHILUFYA SATA, Président de la Zambie, a déclaré que son pays faisait face à des défis considérables pour répondre aux besoins primaires de sa population. Il a regretté que les indicateurs macroéconomiques positifs de la Zambie n'aient pas profité aux citoyens dans leur ensemble. C'est pourquoi, a-t-il dit, le Gouvernement de la Zambie est déterminé à développer la productivité agricole et faciliter l'accès aux marchés pour les produits des petites exploitations agricoles, fournir de meilleurs services de santé, améliorer la qualité de l'éducation et faciliter l'accès à des logements décentes. Tout en soulignant les progrès accomplis par la Zambie dans la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), M. Chilufya Sata a précisé que son pays était le deuxième à avoir le taux de cancer de l'utérus le plus élevé dans le monde. La Zambie, en partenariat avec le Forum des premières dames d'Afrique, a accueilli à Lusaka, du 22 au 24 juillet 2012, une conférence intitulée « Mettre fin au cancer des cervicales » pour sensibiliser le public au cancer du sein et de l'utérus. L'ancien Président des États-Unis, M. George Bush s'était rendu en Zambie en 2011 pour y lancer une campagne contre le cancer du sein et de l'utérus, a-t-il rappelé.

Par ailleurs, Le Président zambien a cité les progrès économiques de la Zambie, caractérisés par un taux de croissance de 6% du PIB, avant de mettre l'accent sur les initiatives de son pays en matière de promotion de la bonne gouvernance. Il a indiqué que la lutte contre la corruption avait permis de générer des ressources supplémentaires au profit des efforts de développement. Faisant le lien entre la bonne gouvernance et la promotion de la parité entre les sexes, M. Chilufya Sata a indiqué que des femmes occupaient désormais les fonctions d'inspecteur général de police, de chef et chef-adjoint de la justice, de président de la Commission anticorruption et de président de la Commission nationale de lutte contre les stupéfiants. Le Président de la Zambie a assuré que son gouvernement était conscient qu'il ne parviendra pas à atteindre un développement économique et social durable sans l'avènement de la primauté du droit, de la justice sociale et un système judiciaire indépendant. La Zambie va adhérer à toutes les conventions internationales relatives aux minorités, a-t-il ajouté, en mettant l'accent sur la protection des personnes souffrant de déficiences mentales ou physiques.

S'agissant des objectifs de développement durable, M. Chilufya Sata a regretté que la Conférence de Rio+20 n'ait pas pu s'entendre sur les fonds à consacrer à la réalisation de ces objectifs. « Face à des inégalités croissantes et l'augmentation de la population mondiale qui doit partager des ressources limitées de la planète, nous avons manqué le test de la solidarité mondiale », a-t-il estimé. Le Président zambien a salué la nomination au sein du Groupe de haut niveau du Secrétaire général sur les objectifs de développement post-2015 du Président de l'Indonésie, M. Susilo Bambang, de la Présidente du Libéria, Mme Ellen Johnson-Sirleaf et du Premier Ministre du Royaume-Uni, M. David Cameron. Il a souhaité que ces efforts visant les objectifs post-2015 ne détournent pas notre attention de ceux qui sont encore à atteindre avant 2015. Concernant la question de la réforme du Conseil de sécurité, le Président Chilufya Sata a fait siens le consensus de Ézulwini et la Déclaration de Syrte, en demandant que l'Afrique obtienne immédiatement deux sièges permanents avec droit de veto et deux sièges non permanents afin, d'une part, de corriger l'injustice historique dont a été victime le continent africain et, d'autre part, d'adhérer aux réalités géopolitiques de l'époque moderne.

Le Grand-Duc HENRI du Luxembourg a déclaré que l'Assemblée générale incarnait le principe de l'égalité de tous les États Membres. Pour lui, le Luxembourg est fier d'avoir participé, dès ses débuts, au projet de paix que sont les Nations Unies. La crise qui sévit en Syrie depuis 18 mois continue de s'aggraver, a fait plus de 20 000 victimes et a des répercussions sur les pays voisins, s'est-il indigné. L'échec des tentatives de régler

la crise par des moyens pacifiques ne doit pourtant pas amener à négliger la recherche de solutions politiques à d'autres crises. Le Luxembourg s'engage résolument pour le règlement pacifique du conflit israélo-palestinien en prônant la solution d'un État palestinien indépendant et démocratique aux côtés de l'État d'Israël, vivant dans la paix et la sécurité, a-t-il dit.

Le Luxembourg contribue au règlement des différends internationaux par des moyens pacifiques, a souligné le Grand-Duc Henri. Il a illustré ses propos en rappelant que son pays était l'un des tout premiers à reconnaître la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice (CIJ). Le Luxembourg appuie les activités de diplomatie préventive, de médiation et de bons offices des Nations Unies et contribue à la lutte contre la pauvreté. Il a atteint, depuis 2000, l'objectif de consacrer 0,7% du revenu national brut à l'aide publique au développement, a indiqué le Grand-Duc Henri. Il s'est aussi engagé en faveur d'un programme d'énergies renouvelables qui répond aux besoins spécifiques des petits États insulaires en développement du Pacifique, a-t-il ajouté. Le Luxembourg place aussi parmi ses priorités le désarmement et la non-prolifération. Il participe régulièrement aux opérations de maintien de la paix et est présent au Kosovo, au Liban, en Afghanistan et en République démocratique du Congo, a tenu à préciser le Grand-Duc Henri. Avant de terminer, il a rappelé que l'engagement, la solidarité et la responsabilité sont les mots clefs de l'action du Luxembourg aux Nations Unies. Ainsi, son pays est candidat à un mandat de membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2013-2014.

M. VIKTOR YANUKOVYCH, Président de l'Ukraine, a fait part de ses inquiétudes face à l'escalade de la violence en Syrie et lancé un appel à toutes les parties concernées pour qu'elles déploient tous les efforts possibles en vue de parvenir à un règlement du conflit en vertu des principes du droit international et de la Charte des Nations Unies. Rappelant le rôle humanitaire qu'a joué l'Ukraine en Libye l'an dernier, le Président Yanukovich a réaffirmé la détermination de son pays à protéger les populations civiles en situation de danger dans le monde, indépendamment de leur nationalité. « Je crois en la solidarité internationale » a-t-il déclaré, en se disant prêt à intervenir en Syrie, à travers les mécanismes des Nations Unies, pour venir en aide aux personnes déplacées et aux réfugiés. Il a poursuivi en condamnant l'attaque perpétrée contre le consulat américain à Benghazi le 11 septembre, avant de rappeler que depuis longtemps, l'Ukraine œuvrait activement en faveur de la diplomatie préventive dans les relations internationales, avec l'ONU comme chef de file. Dans cet esprit, l'Ukraine a engagé un dialogue sur la prévention des violations des droits de l'homme au sein du Conseil des droits de l'homme, en initiant notamment un projet de résolution thématique.

Pendant la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en 2013, l'Ukraine aura pour priorité de renforcer la sécurité dans les pays de sa région, a ensuite expliqué le Président. Parallèlement, l'Ukraine travaillera à améliorer la coopération entre l'OSCE et les Nations Unies, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, a ajouté le Président, en précisant que l'accent sera mis sur le rôle de l'OSCE dans la prévention des conflits. Une attention particulière sera accordée aux négociations sur le conflit en Transnistrie, ainsi qu'à la situation de Nagorno-Karabakh, a-t-il ajouté. Fort de ce constat, le Président a annoncé que si l'Ukraine était élue au Conseil de sécurité en tant que membre non permanent en 2016-2017, sa priorité serait également le règlement pacifique et la prévention des conflits.

Revenant sur la Conférence Rio+20, le Président de l'Ukraine a estimé que le Document final de la Conférence avait démontré que les pays de poids politique et économique différents étaient en mesure de parvenir à un compromis même pendant les crises auxquelles le monde est actuellement confronté. Pour sa part, l'Ukraine soutient l'approche complexe engagée pour parvenir à l'énergie renouvelable pour tous, la consommation durable, l'élimination de la faim dans le monde et le développement urbain durable. Pour son pays, la question des changements climatiques reste primordiale et c'est pourquoi, l'Ukraine a souscrit volontairement à la deuxième partie du Protocole de Kyoto sur la réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020, a-t-il assuré.

Concernant la question de la sécurité à l'échelle internationale, le Président Yanukovich a rappelé que depuis 20 ans, l'Ukraine n'avait cessé d'œuvrer en faveur du désarmement nucléaire et de la non-prolifération, en précisant qu'elle avait renoncé de son plein gré au troisième arsenal nucléaire dans le monde. À cet égard, il a évoqué la Déclaration conjointe Ukraine, Mexique et Chili, sur l'utilisation novatrice et sûre de l'énergie nucléaire laquelle, a-t-il dit, contribue à réduire les risques d'utilisation de l'uranium hautement enrichi.

M. JOHN DRAMANI MAHAMA, Président du Ghana, a commencé son intervention en rendant hommage à l'ancien Président du Ghana, John Evans Atta Mills, récemment décédé, et en présentant ses condoléances aux peuples de l'Éthiopie, du Malawi et de la Guinée-Bissau, qui ont également eu à souffrir de la disparition prématurée de leurs Présidents en exercice.

Alors que le continent africain est souvent associé, parfois systématiquement à des phénomènes tels que la pauvreté, les conflits ou le dénuement, le Président ghanéen a tenu cependant à rappeler que l'économie de l'Afrique connaissait aujourd'hui l'un des taux de croissance les plus élevés au monde. Le nombre de pays africains connaissant une situation de conflit décroît d'année en année, a-t-il par ailleurs indiqué.

« Quelque chose de remarquable est en train de se dérouler en Afrique », a déclaré M. Mahama, se félicitant que la croissance économique remplace la stagnation sur le continent et que la stabilité et la

gouvernance démocratique s'y substituent aux tumultes politiques et aux dictatures. Invitant, à la lumière de ces changements, à une révision des idées préconçues qui ont cours concernant le continent africain, le Président du Ghana a indiqué que les progrès que l'on observe en ce moment sont une évolution qui ne fait que commencer. Il a ensuite détaillé les progrès particuliers accomplis par son pays, le Ghana, dans les domaines notamment de la lutte contre la pauvreté et contre le virus du VIH/sida.

S'agissant de la lutte contre cette pandémie, le Président du Ghana a indiqué qu'un nouveau plan national s'étalant sur cinq ans y avait été lancé visant notamment à l'élimination des cas de transmission du virus du VIH de la mère à l'enfant. Il a ensuite affirmé que le Ghana, comme d'autres pays en développement, « était victime de son propre succès », puisque la diminution des nouveaux cas d'infection par le virus et celle du taux de mortalité s'accompagnent d'une baisse des contributions mondiales pour le financement des programmes de lutte contre le HIV/sida.

Le Président du Ghana a ensuite indiqué que les élections présidentielle et parlementaires qui doivent se tenir prochainement dans son pays seront libres et impartiales, le Ghana étant devenu « un modèle de transparence » dans ce domaine.

« Nous ne permettrons pas que le territoire du Ghana soit utilisé par des groupes ou individus cherchant à déstabiliser d'autres pays », a ensuite déclaré M. Mahama, qui a ajouté qu'il se tenait prêt à travailler sous les auspices de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et à mobiliser tous les instruments diplomatiques à sa disposition pour restaurer la sécurité au Mali et en Côte d'Ivoire.

M. Mahama a ensuite indiqué que la nouvelle Afrique qui est en train d'émerger, grâce à l'instauration de la paix et de la démocratie et d'une croissance économique soutenue, n'aurait plus recours au genre de prêts financiers assortis de clauses léonines auxquels on l'avait habituée, et que le règne de la corruption y est en train de prendre fin. « Cette nouvelle Afrique se tiendra sur la scène internationale en tant que partenaire », a-t-il déclaré, ajoutant que les partenariats, pour être véritables, devaient être fondés sur le respect de l'égalité. C'est pourquoi, au terme de son intervention, le Président ghanéen a plaidé pour une réforme du Conseil de sécurité en vue de son adaptation aux nouvelles réalités mondiales.

M. MAHMOUD AHMADINEJAD, Président de la République islamique d'Iran, a déclaré que l'histoire de l'humanité avait toujours été marquée par des rêves non réalisés et des échecs, malgré tous les efforts déployés par les personnes de bonne volonté. C'est pourquoi, il a appelé à imaginer combien nos vies seraient plus belles et agréables si le monde n'avait pas connu les croisades, l'esclavage, le colonialisme, les dictatures, la Seconde Guerre mondiale, si les grandes puissances avaient, au lieu d'encourager l'Irak de Saddam Hussein d'envahir l'Iran, avaient soutenu le peuple iranien ou encore, si nous avions le droit de critiquer les politiques hégémoniques du sionisme mondial. Imaginons aussi ce que le monde serait sans les « incidents du 11 septembre », les actions militaires contre l'Afghanistan et l'Irak, sans l'occupation de la Palestine et si le Conseil de sécurité n'était pas sous la domination d'un nombre limité de gouvernements en empêchant l'ONU de s'acquitter de ses responsabilités de manière juste et équitable? Le fossé entre les pauvres et les riches ne cesse de se creuser et la dette totale de 18 pays industriels atteint aujourd'hui 60 000 milliards de dollars, a-t-il rappelé, en faisant remarquer que cette somme pourrait servir à éradiquer la pauvreté dans le monde. Intervenant à l'ONU pour la huitième fois, M. Ahmadinejad a soutenu que les économies reposant sur le consumérisme et l'exploitation des gens ne font que servir les intérêts d'un nombre limité de pays.

M. Ahmadinejad a fustigé la création de valeurs papier en exerçant l'influence et le contrôle sur les centres économiques mondiaux qui, a-t-il dit, constitue le plus grand abus de l'histoire et est considérée comme une cause majeure des crises économiques mondiales. Il a indiqué que 32 000 milliards de valeurs papier ont été imprimés par un seul pays. Il a regretté que de l'avis des hommes politiques qui contrôlent les centres du pouvoir rejettent les principes moraux, de pureté, d'honnêteté, d'intégrité et de compassion en les déclarant obsolètes. Il a souligné l'importance de préserver les populations autochtones et de lutter contre l'élimination systématique des identités. Il s'est inquiété du développement, par les grandes puissances, de nouvelles générations d'armes qui constituent une nouvelle menace contre les nations et rendent le monde moins sûr. Il a également dénoncé la volonté des sionistes non civilisés de recourir à la force contre l'Iran qui est, a-t-il dit, une autre expression de cette nouvelle réalité selon laquelle personne ne se sent plus sûr, même ceux qui détiennent des milliers d'ogives nucléaires.

M. Ahmadinejad a fustigé un ordre international oppresseur qui impose la pauvreté par le biais de tromperies, en estimant que la situation catastrophique du monde résulte de la mauvaise gestion du monde par les centres autoproclamés du pouvoir dont les représentants ont vendu leur âme au diable. C'est parce que le monde est fondé sur le matérialisme qu'il n'y a plus de place pour les principes moraux, a-t-il ajouté, en fustigeant une société qui classe les êtres humains en catégories et humilie les autres nations. « Devons-nous croire que ceux qui dépensent des centaines de milliards de dollars en campagnes électorales ont dans le cœur les intérêts des populations du monde, ceux qui sacrifient les valeurs humaines et éthiques en vue de glaner des votes », a-t-il demandé? Face au monde actuel qu'il a jugé discriminatoire et fondé sur l'injustice, M. Ahmadinejad a appelé à l'émergence d'un nouvel ordre mondial reconnaissant l'homme comme la création suprême de Dieu, rempli de la quête de la justice, de la vérité, de la dignité humaine, qui recherche la paix et la sécurité durables et le bien-être pour tous.

Convaincu que l'existence de discriminations et de monopoles n'est plus acceptable à l'ONU, le Président iranien a rappelé que le seizième Sommet du Mouvement des pays non alignés (NAM) qui s'est tenu, il y a quelques semaines à Téhéran, avait appelé à une gestion plus équitable du monde. Alors que le marxisme a été pratiquement éliminé et que le capitalisme s'est enlisé dans une situation catastrophique qu'il a lui-même créée, le Mouvement des pays non alignés a insisté sur la nécessité de rejeter les pôles de pouvoir et l'hégémonie qui empêchent un fonctionnement équitable du monde, a-t-il encore précisé. Le Président iranien a souligné également que la restructuration et la réforme de l'ONU étaient vitales pour lui permettre de susciter les changements nécessaires, afin de parvenir à une gestion plus équitable des affaires du monde. L'arrivée du sauveur ultime, a-t-il prédit, marquera une nouvelle naissance et se traduira par la fin de l'oppression, de l'immoralité, de l'ignorance et des préjugés pour établir un monde favorisant la participation de tous à la gestion du monde. Avant de conclure, M. Ahmadinejad a appelé à faire naître un nouveau « printemps » pour mettre fin à la pauvreté, l'ignorance et la guerre.

M. MWAI KIBAKI, Président du Kenya, a déclaré que ces 10 dernières années, le Kenya a vécu une période de démocratie durable. Ceci a permis à notre pays de faire de nombreux progrès en matière d'état de droit, de construction d'infrastructures, de lutte contre le VIH/sida, le paludisme, la tuberculose et les maladies infantiles. Mais les Kényans reconnaissent qu'il reste beaucoup à faire en matière de lutte contre les maladies et le chômage, a indiqué M. Kibaki.

Le Kenya soutient les efforts déployés par l'Union africaine en vue de trouver des solutions aux conflits qui affectent encore certaines parties du continent africain, et déplore la souffrance des populations de la corne de l'Afrique et de la région des Grands-Lacs, sans oublier celle des populations du Moyen-Orient depuis trop longtemps victimes d'injustice, a dit le Président kényan, en rappelant les positions qu'il a exprimées dans son intervention au cours de la Réunion de haut niveau sur l'état de droit, tenue hier aux Nations Unies. Le Kenya se réjouit de la décision du Secrétaire général d'organiser des rencontres de haut niveau au courant de cette semaine afin de trouver des solutions aux violences et tensions qui affectent la Somalie, la République démocratique du Congo ainsi que le Soudan et le Soudan du Sud. M. Kibaki a rappelé que son pays a déployé des troupes au sein de l'AMISOM, qui opère en Somalie. Nous sommes heureux que cette action porte des fruits, a-t-il dit, en référence à la libération de vastes portions du territoire somalien, dont la capitale, où l'AMISOM a repoussé les combattants d'Al-Chabaab.

Nous sommes préoccupés par le blocage du processus de paix entre la Palestine et Israël, a ajouté M. Kibaki. À ce sujet, le Kenya appuie la solution à deux États à l'instar de nombreux pays du monde, a-t-il indiqué, en regrettant le manque de progrès sur la question.

Sur un autre plan, celui du développement, le Président Kibaki a salué les engagements pris au cours de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, cette année. Mais, a-t-il dit, nous sommes conscients que de nombreux problèmes existent, et que certains sont déjà sources de futurs conflits, comme l'eau, la terre, les forêts, les rivières, les fleuves et les lacs. La préservation de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques demeurent aussi des préoccupations majeures. « Nous devons attaquer les sources de tout conflit avant qu'il n'éclate et trouver des solutions et des résolutions pacifiques aux tensions auxquelles le monde fait face », a dit le Président du Kenya.

M. BRONISLAW KOMOROWSKI, Président de la Pologne, a tout d'abord fait remarquer que les organisations internationales, qui avaient été créées pour remédier aux grands problèmes mondiaux, demeurent faibles face aux crises économiques, sécuritaires, humanitaires et environnementales actuelles. Cela est également vrai pour le Conseil de sécurité, a-t-il poursuivi, en citant en particulier le cas de la Syrie. Les institutions financières internationales n'ont pas su gérer la manipulation destructrice des marchés financiers et tout ce que cela comporte en termes d'opacité et d'arbitraire en faveur des acteurs du secteur privé.

Le Président de la Pologne a déclaré par ailleurs que son pays suivait avec préoccupation les tensions résultant du programme nucléaire iranien. M. Komorowski s'est dit également préoccupé par la menace croissante que posent la prolifération des armes de destruction massive et la course aux armements dans les États du Golfe. Regrettant également les résultats peu probants de la mission que la communauté internationale mène en Afghanistan, le Président de la Pologne a invité celle-ci à tirer les leçons du passé et à reconnaître que la stratégie d'« intervention militaire » ne s'est pas avérée efficace pour régler les conflits internes complexes. Allant plus loin, il a remis en question le principe de « l'automatisme de la transition démocratique » à la lumière du printemps arabe. C'est pourquoi, la Pologne, a-t-il insisté, privilégie la voie de la médiation et de la prévention des différends et des conflits tant au plan national qu'au plan international.

L'« expérience de la solidarité et de la table ronde » que la Pologne a vécue en 1989, a démontré l'importance capitale de la notion du compromis, a assuré le Président Komorowski. C'est précisément cette volonté de compromis qui manque souvent dans les situations de conflit actuelles et qui est à la base de l'escalade de la violence, a-t-il poursuivi, car « sans compromis, il n'est pas envisageable de réaliser une paix durable ». L'autre facteur essentiel est la capacité des parties aux différends à « faire preuve de retenue », et à renoncer à faire passer leur avis par la force. Compte tenu des succès rencontrés par une approche basée sur le dialogue et le compromis, l'acceptation par les parties de ce qui est « faisable ou réaliste » et leur prise de

conscience du prix potentiel à payer en cas d'escalade, le Président a regretté qu'elle ne soit pas appliquée plus souvent, en particulier dans le cas de la Syrie. Pour le Président de la Pologne, la notion « d'intégration régionale », qui est apparue au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, est également une méthode préventive efficace. Pour ce qui est de la notion de la « responsabilité de protéger », le Président a estimé que les Nations Unies doivent commencer à travailler sur « un catalogue d'instruments à utiliser en vertu de ce principe ». Il s'agit, selon lui, de faire en sorte que la communauté internationale agisse efficacement sans pour autant outrepasser son rôle.

M. MOHAMED MORSY, Président de l'Égypte, a souligné le fait qu'il est le premier Président égyptien élu démocratiquement après une révolution pacifique. Cette situation, a-t-il dit, nous confère une forte légitimité, reconnue dans notre pays et à travers le monde. La nouvelle Égypte reste déterminée à conserver le statut qui a toujours été le sien sur le plan international et à assumer son rôle dans la recherche de solutions aux nombreux problèmes du monde, dont notamment la question de la Palestine. Les Palestiniens méritent de vivre dans la liberté et la dignité, a souligné M. Morsy qui a lancé un appelé pour l'arrêt immédiat de la colonisation, la fin des activités de peuplement et la préservation des différentes identités de Jérusalem, aujourd'hui occupée. L'Égypte appuiera toutes les démarches que la Palestine décidera d'entamer à l'ONU, averti le Président égyptien. Il a en même temps annoncé que l'Égypte respectera ses engagements internationaux et les textes et traités qu'elle a signés.

S'agissant de la crise en Syrie, M. Morsy a demandé l'arrêt immédiat de l'effusion de sang. Il a également assuré que l'Égypte travaillera à trouver une fin à cette crise avec les Syriens eux-mêmes, afin qu'ils aient l'opportunité de choisir librement la forme de gouvernement qui leur convient et qui les représentera. Il a ajouté qu'il faut préserver l'unité de la Syrie et la sécurité de toutes ses composantes humaines. Nous nous devons de venir en appui au travail accompli par M. Lakhdar Brahimi, Représentant spécial conjoint des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie, a exhorté M. Morsy. Il a réitéré l'engagement de son pays à travailler avec tous les États arabes pour que la nation arabe, qui va du Golfe arabique à l'Atlantique, retrouve sa vraie place dans le monde. Cette vision de la nation arabe fait partie intégrante de notre sécurité nationale, a précisé le Président Morsy. Pour ce qui concerne l'Afrique, il a appelé la communauté internationale à apporter son appui au Soudan, au Soudan du Sud et à la Somalie. Le Soudan a fait beaucoup de sacrifices pour parvenir à la création du Soudan du Sud, dont il a favorisé la naissance, bien souvent à ses propres dépens, a dit M. Morsy. Malheureusement, a-t-il regretté, le Soudan n'a pas à ce jour reçu de la part de la communauté internationale le soutien et l'aide qu'il mérite. Le Président de l'Égypte a donc exhorté les États Membres à soutenir le Soudan et le Soudan du Sud pour un règlement juste des contentieux qui les opposent encore.

M. Morsy a déclaré que l'Égypte souhaite faire du Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires et des autres armes de destruction massive. Une réunion internationale à ce sujet doit avoir lieu avant la fin de cette année en Égypte. La question d'un Moyen-Orient libéré des armes de destruction massive doit être résolue, car les peuples de notre région n'acceptent plus qu'un État n'ouvre pas les portes de ses installations aux contrôles de l'AIEA et refuse en même temps de signer et ratifier le Traité de non-prolifération, a souligné le Président égyptien. Il a ensuite dénoncé l'injustice persistante contre l'Afrique. La communauté internationale doit appuyer les efforts de ce continent au-delà des simples promesses qu'elle lui fait, a dit M. Morsy. Concernant la crise économique et financière internationale, il a dit qu'il était temps de reformer le système économique et financier actuel pour qu'il ait plus de légitimité et de crédibilité. Il en est de même en ce qui concerne les organes de l'ONU que sont l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, a-t-il souligné. Avant de conclure, M. Morsy est revenu sur les troubles récemment survenus dans certains pays musulmans et a dénoncé l'islamophobie et le manque de respect envers certaines religions. Les Nations Unies doivent traiter ce phénomène, et doivent veiller à ce que la politique du deux poids deux mesures prenne fin, a indiqué le Président de l'Égypte. Il a dénoncé à cet égard ceux qui pensent que le respect de la culture et des sensibilités religieuses des autres peuples ne les concerne pas et sont moins importants que leurs propres valeurs. L'Égypte et son peuple n'accepteront pas qu'on veuille leur imposer des choses qui sont contre leurs valeurs et identités, ou que l'on s'en serve pour s'ingérer dans leurs vies et affaires intérieures, a déclaré M. Morsy.

M. FELIPE CALDERÓN HINOJOSA, Président du Mexique, a indiqué que son pays avait assumé en 2012 la présidence du G-20 avec « une mission très claire: concilier les intérêts apparemment opposés des pays développés et en développement ». À Los Cabos, les engagements des institutions financières internationales, notamment les institutions européennes et le Fonds monétaire international (FMI), ont été précisés et élargis. Un plan d'action ambitieux pour la reprise économique a été adopté.

Les perspectives sont aujourd'hui meilleures qu'elles ne l'étaient avant la tenue du G-20, a jugé M. Calderon Hinojosa, avant de souligner l'importance de la croissance verte, de la sécurité alimentaire et de l'inclusion financière. 2,7 milliards d'adultes dans le monde n'ont pas accès à des services financiers, a-t-il déploré. Le Mexique a pour sa part élargi l'accès de sa population aux services financiers, en établissant notamment une « banque par téléphone portable ».

Le Mexique est en train de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), s'est félicité le Président. Le pays dispose ainsi d'une couverture universelle pour l'éducation et la santé. Toutefois, « l'Agenda pour le développement après 2015 demande un nouvel engagement de la communauté internationale », sur la base des processus initiés à Rio+20, a estimé M. Calderón Hinojosa.

Le Mexique est le seul pays en développement à avoir remis quatre communications nationales à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). En six ans, 300 millions d'arbres y ont été plantés et plus de 3,5 millions d'hectares y ont été déclarés zones naturelles protégées. Soulignant l'importance de la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts, M. Calderón Hinojosa a rappelé que la principale richesse des nations non industrialisées était leur capital naturel. Les efforts entrepris par le Mexique pour concilier croissance et durabilité ont trouvé un écho dans divers forums internationaux.

La criminalité transnationale organisée constitue l'une des menaces les plus graves de notre époque, a poursuivi M. Calderón Hinojosa. Pour le Mexique, qui a subi les conséquences d'années d'inaction, la protection des habitants et des familles est « un impératif légal, politique et moral catégorique ». De même, l'adoption d'un traité international sur le commerce des armes est une priorité. « La consommation de drogues illégales dans un grand nombre de pays développés provoque des violences et des milliers de morts dans les pays producteurs et de transit », a-t-il déploré. Il faut redoubler d'efforts pour réduire la demande et traiter de ce problème de santé publique, a-t-il préconisé. D'autant plus que les criminels disposent d'un pouvoir économique considérable avec une capacité de corruption quasi illimitée.

M. Calderón Hinojosa a insisté sur le fait que « les nations qui souffrent le plus des effets dévastateurs du narcotrafic sont celles qui sont situées entre la zone productrice des Andes et le marché principal des drogues: les États-Unis ». Il a proposé que les Nations Unies conduisent « une évaluation approfondie de la portée et des limites de l'approche actuelle, prohibitionniste en matière de drogues ». Selon lui, les pays doivent assumer les responsabilités communes mais distinctes qui leur correspondent pour faire face à ce fléau.

M. DAVID CAMERON, Premier Ministre du Royaume-Uni, s'est dit honoré d'avoir été nommé Coprésident du Groupe de haut niveau du Secrétaire général visant à favoriser la réalisation des OMD, avant de consacrer l'essentiel de son intervention aux conséquences du « printemps arabe ». À ceux qui craignent que le « printemps arabe » se transforme en « hiver arabe », le Premier Ministre britannique a conseillé qu'ils ne tirent pas hâtivement de fausses conclusions du fait d'événements récents. Il n'est pas question de faire demi-tour, a-t-il dit, en appelant à garder la foi et à redoubler de soutien en faveur de l'établissement durable de sociétés ouvertes dans les pays qui ont connu des révolutions. « Oui le chemin est plein de défis », a-t-il dit, en rappelant que la démocratie ne s'est jamais limitée à la simple tenue d'élections. Il s'agit aujourd'hui d'aider ces pays à construire les piliers de la démocratie que sont l'indépendance de la justice et la primauté du droit, dont font parties la protection des minorités, la liberté de la presse et le développement d'institutions efficaces, de partis politiques, et d'une société civile élargie.

Mettant l'accent sur la nécessité de respecter les histoires et traditions spécifiques à chaque pays, M. Cameron a déclaré que nous ne pouvons pas attendre que des pays qui aient subi, sous des régimes de dictature, des décennies de destruction de leurs institutions, de leur société civile et d'interdiction de création de partis politiques, et qui n'avaient point connu de presse libre, effacent ce passé en quelques mois. Il a jugé indispensable que les Nations Unies soutiennent les efforts des peuples de ces pays pour qu'ils parviennent à construire leur propre avenir démocratique.

À ceux qui prétendent que le printemps arabe a apporté peu de choses aux peuples concernés, M. Cameron a cité les élections qui ont eu lieu en Libye après la chute de Mouammar Qadhafi. Des plans viennent d'être adoptés pour intégrer les groupes armés dans la police nationale et l'armée. Le « printemps arabe » a aussi apporté des progrès en Égypte, où le Gouvernement civil élu a imposé le contrôle de l'armée par les civils. Au Yémen et en Tunisie, il a permis l'émergence de nouveaux gouvernements, ainsi qu'une nouvelle Constitution au Maroc, où pour la première fois, le Premier Ministre a été nommé après un vote populaire.

À ceux qui prétendent que le retrait des dictateurs arabes a contribué à lâcher une vague de violences et d'extrémismes qui risque d'affecter le monde, et que ces régimes autoritaires étaient une garantie de stabilité dans la région, M. Cameron a rappelé que durant des décennies nous avons trop toléré des dictateurs comme Qadhafi et Assad, qui n'ont pas seulement réprimé leur propre peuple, « mais qui ont aussi financé le terrorisme dans le monde entier ». Il a insisté sur le fait que les comportements de ces dictateurs ont rendu la région moins sûre et non le contraire. Ces régimes n'ont pas seulement frustré leurs propres peuples, mais ils ont aussi appelé à la haine de leurs voisins, notamment Israël, et l'Occident, a estimé le Premier Ministre britannique.

Quant à ceux qui estiment que le printemps arabe est responsable de l'éruption de violences sectaires en Syrie qui menaceraient toute la région, M. Cameron les a exhortés « à ne pas blâmer le peuple syrien pour le comportement de son brutal dictateur ». La seule manière de mettre un terme au cauchemar syrien est de parvenir à une transition politique et de préparer un futur syrien sans Assad, a-t-il insisté, en ajoutant que le sang des enfants syriens restera une tâche indélébile sur la réputation des Nations Unies qui n'ont pu agir contre le pouvoir syrien. Après avoir appelé le Conseil de sécurité à répondre aux appels en faveur de la Syrie, M. Cameron a annoncé que le Royaume-Uni accordera 12 millions de dollars supplémentaires à l'aide humanitaire, et à l'UNICEF pour l'assistance qu'elle apporte aux enfants syriens.

S'adressant à ceux qui estiment que les élections dans les pays arabes n'ont fait que permettre l'arrivée de partis islamistes au pouvoir, il a exhorté les démocrates à accepter les résultats des élections, en rappelant que les islamistes seront jugés sur leurs actes et leur capacité à protéger les droits de tous les citoyens, dont ceux des minorités, des chrétiens et des femmes. Si les yeux du monde se concentrent sur les « Frères » (musulmans), l'avenir de ces pays est aussi entre les mains de leurs mères, de leurs sœurs et de leurs filles, a dit le Premier Ministre britannique.

Tenir les islamistes responsables signifie aussi que nous ne leur permettrons pas de menacer la stabilité d'autres pays et d'encourager le terrorisme au lieu de promouvoir la paix et la sécurité. C'est pourquoi, a-t-il dit, l'Iran continuera de subir des sanctions et la surveillance des Nations Unies. Il a aussi exhorté le Hamas à abandonner la violence. Il a dit que les Palestiniens doivent pouvoir accéder à un État et que les Israéliens doivent pouvoir vivre en paix avec leurs voisins.

M. Cameron a appelé l'Assemblée et le monde à ne pas confondre Islam et extrémisme, en rappelant que l'extrémisme islamique n'est le fait que d'une petite minorité. Il a particulièrement salué l'apport du Gouvernement turc, démocratiquement élu, dont les racines s'appuient sur des valeurs islamiques, et qui jouit d'une économie ouverte et d'une attitude plus que positive lorsqu'il s'est agi de soutenir le changement en Libye, en Syrie et ailleurs dans la région. Il s'est dit persuadé que la même voie s'ouvre à l'Égypte, à la Tunisie et à d'autres pays de la région et que la démocratie et l'Islam peuvent fleurir côte à côte.

M. YOSHIHIKO NODA, Premier Ministre du Japon, a indiqué que son pays a promis de tirer les leçons du tremblement de terre et du tsunami qui ont ravagé le Japon il y a un an et demi. Il a aussi espéré que la prochaine Conférence ministérielle de Fukushima sur la sûreté nucléaire, ainsi que la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des catastrophes, que le Japon espère accueillir dans trois ans, seront des occasions pour partager les expériences.

« Les humains doivent faire preuve de plus de sagesse », a lancé M. Noda. Il a donc engagé l'humanité à réfléchir non pas seulement au présent mais aussi à l'avenir, soulignant les problèmes actuels liés au déficit fiscal qui affecte de nombreuses nations. Pendant 20 ans, le Japon s'est caractérisé par la procrastination en politique, a dit le Premier Ministre. Il a cependant promis qu'il allait changer son pays en y réalisant une réforme générale de la sécurité sociale et du système fiscal. Il a aussi invité les pays à regarder au-delà des frontières afin de faire avancer les mesures de protection de l'environnement.

Saluant les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable Rio+20, le Premier Ministre du Japon a assuré que son pays deviendrait une société à faible utilisation de carbone et serait un leader dans la recherche de solutions énergétiques propres. Le Japon vise l'objectif de ne pas dépendre de l'énergie nucléaire d'ici à 2030, a-t-il ajouté.

La résolution adoptée par l'Assemblée générale sous l'impulsion du Japon le 10 septembre dernier sur la sécurité humaine est une base solide pour le développement de la prochaine génération, a poursuivi M. Noda. Son pays est déterminé à contribuer aux efforts mondiaux visant la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), a-t-il indiqué. Le Japon est aussi engagé à promouvoir le maintien et la consolidation de la paix, ainsi que la sécurité humaine dans chaque région du monde, a souligné le Premier Ministre.

Malgré deux guerres mondiales et deux bombes atomiques larguées sur Hiroshima et Nagasaki, les questions du désarmement, de la non-prolifération des armes de destruction massive et de la prévention du terrorisme continuent à être à l'ordre du jour, a ensuite relevé M. Noda, évoquant les menaces nucléaires que présentent la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et la République islamique d'Iran. Il a demandé à chaque pays de se coordonner au plan politique avec les Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour exhorter ces deux pays à prendre des mesures concrètes en vue de respecter leurs obligations. Le Japon, qui est le seul pays à avoir fait l'expérience de l'horreur de la dévastation nucléaire en temps de guerre, poursuivra sa mission pour que l'humanité parvienne à un monde exempt d'armes nucléaires, a dit M. Noda.

Le Premier Ministre japonais a ensuite dénoncé les « enlèvements de personnes pratiqués par la RPDC ». Il a aussi appelé à renforcer l'état de droit dans la prévention et la résolution des conflits de manière pacifique. Certains conflits sont résolus en appliquant le droit international, notamment grâce au système de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a-t-il noté. Il a indiqué que son pays soutient les juridictions internationales, notamment la Cour internationale de Justice (CIJ). Il a demandé à tous les pays de reconnaître sa compétence obligatoire.

Le Japon continuera aussi à soutenir les réformes démocratiques au Moyen-Orient et en Afrique, a ajouté M. Noda. Il a condamné les attaques et les combats qui se poursuivent en Syrie et appelé à y protéger la population civile, ainsi que les diplomates et les agents humanitaires. Enfin, il a appelé la communauté internationale et les États Membres à accélérer la réforme du Conseil de sécurité en entamant de véritables négociations, afin que le Conseil reflète les réalités du monde d'aujourd'hui.

M. HERMAN VAN ROMPUY, Président du Conseil européen, a noté les sentiments mitigés que le printemps arabe avait suscité, tant dans le monde arabe qu'ailleurs: la peur d'un bain de sang, de l'instabilité régionale, de la montée de l'extrémisme ou simplement du lendemain. « Mais, en dépit de ces craintes, le monde a observé le printemps arabe avec solidarité, espoir et compréhension. » L'année qui écoulée nous a rappelé que « les livres d'histoire, même les contes de fée, ont des pages sombres » dont certaines sont tragiquement écrites en ce moment même, a poursuivi M. Rompuy avant d'en conclure « que ce qui est certain, c'est que le changement a besoin de temps », que la longue voie de la transition reste devant ces nations, et que malgré les embûches, elle va dans la bonne direction.

« Aujourd'hui il est impossible de revenir en arrière! Peu importe ce qui adviendra dans le futur, le printemps arabe marque un tournant. Ce mouvement est irréversible! Une fois que la voix du peuple a été libérée, il ne sera plus jamais possible de lui imposer le silence », a-t-il encore affirmé. Le Conseil européen est convaincu que chaque nation est responsable de la voie à suivre pour rendre justice aux aspirations de son peuple. Il est déterminé à accompagner ces nations jusqu'au bout, parce que l'Europe est profondément convaincue du message porté par le printemps arabe.

Rappelant l'histoire récente de l'Europe, où hier encore, au début du processus d'intégration, de nombreux pays n'étaient pas des démocraties, M. Rompuy a souligné qu'il fallait éviter de juger ce genre de transition à l'aune de leur vitesse. La direction qu'elles prennent et les progrès accomplis doivent être le seul étalon-mesure, a-t-il estimé. Le point de départ est toujours l'organisation d'élections libres et démocratiques, a-t-il poursuivi, avant de saluer la Tunisie, la Libye et l'Égypte pour le succès de cette étape. Maintenant, il s'agit, selon lui, de combattre la corruption, les privilèges économiques et d'assurer une société inclusive pour pouvoir relancer l'économie, créer des emplois et réaliser la justice sociale et la liberté d'expression pour tous. Pour sa part, l'Europe est prête à accompagner ces efforts.

Partant du principe selon lequel « entre voisins, on peut aller plus loin en travaillant ensemble », il a encouragé les pays à s'inspirer de l'expérience européenne en termes de réseau énergétique et de suppression des barrières commerciales. « Le respect, la tolérance et la non-violence sont les valeurs fondamentales sans lesquelles il est impossible de vivre harmonieusement ensemble », a encore rappelé M. Rompuy qui a reconnu la fragilité de ces valeurs dont la défense exige une attention permanente dans un monde globalisé et digitalisé dans lequel des messages de toute sorte peuvent être diffusés plus vite que jamais et facilement exploités à mauvais escient.

Pour lui, la tolérance est la capacité d'accepter la critique, de proposer le dialogue et de résister à la violence. En même temps, le respect de la foi et des croyances religieuses est une valeur essentielle du vivre ensemble, a-t-il encore souligné. Il s'est dit convaincu que le respect et la tolérance trouvent leur vraie signification dans une société ouverte qui défend la liberté d'expression. C'est ce qui l'a amené à dire que « chacun d'entre-nous dans cette salle a la responsabilité de défendre et de promouvoir la tolérance et le respect, à l'intérieur de nos pays et dans nos relations avec les autres ». Abordant la situation en Syrie, il a appelé la communauté internationale à s'unir d'une détermination commune pour mettre fin « à cette violence insensée qui menace toute une région ».

M. JABER AL MUBARAK AL HAMAD AL-SABAH, Premier Ministre du Koweït, a réaffirmé le ferme engagement de son pays à soutenir les efforts des Nations Unies en vue de réaliser les buts et principes de la Charte et de renforcer le rôle de l'Organisation. Il a appelé à assurer une bonne préparation de la Conférence de 2012 sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. « Au cours de ces dernières décennies, l'ONU, ses programmes, fonds et institutions spécialisées, ont permis de résoudre ou de contenir plusieurs crises et de faire face à de nombreux défis politiques, humanitaires ou économiques », a-t-il dit. Il a cependant fait remarquer que, parfois, « le manque de coordination, les failles qui surviennent dans l'action commune et solidaire ou bien l'incapacité de certains à remplir leurs obligations ne permettaient pas de trouver des solutions durables aux problèmes ».

M. Al-Sabah a également réaffirmé l'appui du Koweït aux efforts internationaux visant à trouver une solution politique à la crise qui se poursuit en Syrie. Il a souhaité que cette solution rencontre les demandes et les aspirations du peuple syrien et que la communauté internationale intensifie son aide humanitaire vis-à-vis de la population syrienne, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières du pays. Il a ensuite fait part des « progrès remarquables et positifs » en ce qui concerne la normalisation des relations bilatérales entre l'Irak et son pays. Plusieurs rencontres bilatérales ont été suivies, en avril dernier, par un second cycle de discussions de la Commission ministérielle conjointe Irak-Koweït et celles-ci ont reflété le désir des deux parties de « tourner la page du passé », a-t-il dit.

Concernant la République islamique d'Iran, le Premier Ministre du Koweït a tenu à réitérer « son appel amical » aux autorités iraniennes afin qu'elles contribuent de manière « sérieuse et efficace » aux efforts internationaux visant à trouver une solution politique au sujet de leur programme nucléaire. Il a aussi émis l'espoir que l'Iran coopère et réponde aux initiatives visant à résoudre le conflit relatif aux trois îles émiraties.

S'agissant d'Israël, M. Al-Sabah a déploré les violations persistantes du droit international par le Gouvernement de ce pays et a fustigé ses « méthodes intransigeantes », la poursuite de l'implantation de

colonies de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, ainsi que le blocus de la bande de Gaza. « Cela ne sert pas à la paix juste et durable que nous désirons instaurer au Moyen-Orient », a-t-il dit.

Avant de conclure, M. Al-Sabah a fermement condamné la production d'un film dénigrant le Prophète Mahomet. Il a rappelé qu'en 2008, lors d'une réunion de l'Assemblée générale dont le thème était consacré au dialogue entre les religions, l'Émir du Koweït avait proposé un engagement universel à respecter toutes les religions et à dissuader quiconque de nuire ou de ridiculiser les symboles religieux. Il a estimé que la présente session de l'Assemblée générale devrait attacher une attention plus grande à cette proposition.

M. MARIO MONTI, Premier Ministre de l'Italie, a axé son intervention sur la profonde et la plus grave crise financière de l'histoire de l'Union européenne. Mais, a-t-il ajouté, l'intérêt général veut qu'il y ait plus d'Europe. L'Italie fera donc sa part de travail pour renforcer la stabilité fiscale et la croissance. Dans le même temps, des changements historiques se sont déroulés en Méditerranée où les peuples ont été en quête de démocratie et de justice. L'Italie a toujours été de leur côté, a rappelé le Premier Ministre.

M. Monti a énuméré les crises actuelles en parlant de la Syrie, du Sahel, des menaces terroristes et du crime organisé. L'idéal de paix et de sécurité sera effectif lorsque les pays se voueront un respect mutuel et partageront les mêmes objectifs, a-t-il dit. L'Italie est engagée dans la matérialisation de cette vision.

S'agissant de la crise en Syrie, M. Monti a réitéré l'appui de son gouvernement au travail de M. Brahimi et a dénoncé le refus du Gouvernement de Damas de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité. L'Italie appuie également l'Agence internationale de l'énergie atomique dans ses efforts pour obtenir des éclaircissements sur le programme nucléaire de l'Iran qui doit lui aussi se conformer pleinement aux résolutions du Conseil de sécurité.

En dépit de la crise financière, l'Italie continue de remplir ses engagements internationaux notamment en Afghanistan et au Liban. La Somalie est une priorité pour l'Italie, a fait savoir M. Monti, en ajoutant que son pays est engagé sur le front de la sécurité alimentaire et adopte les politiques nécessaires pour atténuer les effets de la volatilité des prix alimentaires. Avant de conclure, il a répondu favorablement à l'appel du Président de l'Assemblée générale concernant la double réforme de l'Assemblée et du Conseil de sécurité.

Mme JULIA GILLARD, Premier Ministre de l'Australie, a rappelé qu'elle avait accepté l'invitation du Secrétaire général à coprésider, avec le Rwanda, son Équipe de mobilisation pour les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui doivent être réalisés d'ici à 2015. En tant que pays « champion de l'éducation », l'Australie appuie l'initiative « L'éducation d'abord » du Secrétaire général. Pour accroître l'égalité des sexes, Mme Gillard a annoncé, au Forum des Îles du Pacifique le mois dernier, une initiative visant à promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles de cette région. À la fin de cette année, l'Australie accueillera « Malaria 2012 », un forum qui réunira des dirigeants politiques, la société civile et le secteur privé afin d'accélérer les efforts visant à contrôler et à éliminer le paludisme.

« 2015 constitue un objectif, mais ce n'est pas une destination », a poursuivi le Premier Ministre. Ce doit être un point de départ pour entreprendre de nouvelles choses et l'Australie s'engage à contribuer aux travaux du Groupe de haut niveau sur l'Agenda pour le développement après 2015. Mme Gillard a rappelé le rôle essentiel de la paix et de la consolidation de la paix pour le développement. De même, il ne peut y avoir de réduction de la pauvreté sans création d'emplois et protection de l'environnement.

Mme Gillard a vanté le caractère multiculturel et multiconfessionnel de l'Australie. « Le dénigrement des croyances religieuses n'est jamais acceptable », a-t-elle affirmé. « Notre tolérance ne doit jamais aller jusqu'à tolérer la haine religieuse et l'incitation à la violence. »

En matière de paix et de sécurité, l'Australie prend la tête de la Mission des Nations Unies au Timor Leste, a-t-elle souligné, en rappelant aussi que son pays dirige la Mission régionale d'assistance aux Îles Salomon qui opère avec l'accord de l'ONU. En outre, l'Australie a été le plus important contributeur non membre de l'Organisation du Traité Atlantique Nord (OTAN) à la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan. Par ailleurs, a poursuivi le Premier Ministre, « nous devons faire tout ce qui est notre pouvoir pour mettre un terme aux souffrances du peuple syrien ». La communauté internationale doit s'unir derrière le Représentant spécial conjoint du Secrétaire général et de la Ligue des États arabes. De la même façon, elle doit s'unir contre la prolifération des armes de destruction massive, a conclu le Premier Ministre.

M. JUAN MANUEL SANTOS CALDERÓN, Président de la Colombie, a observé que le mandat de la Colombie au sein du Conseil de sécurité coïncide avec une période de troubles et de conflits armés. Il a reconnu que certains pays comme le Libéria, la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire font des progrès importants dans la consolidation de la paix et l'état de droit, mais il a condamné les attaques contre le consulat américain à Benghazi et exprimé sa frustration face à l'inaptitude de la communauté internationale à mettre un terme à la tragédie en Syrie.

Le Président colombien a invité la communauté internationale à maintenir son appui en Haïti, en vue de renforcer ses institutions et ses capacités de production, créer des emplois et réduire l'extrême pauvreté.

S'attardant sur les défis du développement durable, il a rappelé que son pays avait proposé d'élaborer des « objectifs » lors de la Conférence Rio+20. Le Ministre colombien des affaires étrangères a d'ailleurs été invité au Groupe d'experts de haut niveau sur cette question.

Le Président a parlé du sixième Sommet des Amériques qui s'est réuni cette année en Colombie et qui a été l'occasion pour les gouvernements de la région de discuter de la guerre contre les stupéfiants. Nous devons, sur des bases scientifiques, donc objectives, nous demander si ce que nous faisons suffit ou s'il y a d'autres options pour combattre ce fléau, a lancé le Président. Il a indiqué que l'Organisation des États américains a reçu le mandat de faire l'analyse de la question avec d'autres organisations comme les Nations Unies. Le débat sur la drogue doit être franc et mondial, a-t-il ajouté.

La région de l'Amérique latine et des Caraïbes est sur la bonne voie, a tenu à souligner M. Santos Calderón, en se réjouissant de la solidité des économies, du bon fonctionnement des démocraties et de l'absence de conflit. Il a mentionné les mécanismes de coopération tels que l'Alliance du Pacifique, concrétisée cette année entre le Mexique, le Pérou, le Chili et la Colombie.

La Colombie, s'est enorgueilli le Président, a réussi à maintenir une croissance économique saine qui a créé plus de 2 millions d'emplois en deux ans, réduisant ainsi la pauvreté. Le Président s'est félicité de l'adoption de la loi sur la restitution des terres aux agriculteurs déplacés et les dédommagements aux victimes du conflit.

Il a reconnu en effet que les progrès sont ralentis par ce « conflit absurde », le plus long conflit armé dans la région, qui est « presque anachronique par rapport au niveau de développement du pays ». Après deux ans de contacts avec la guérilla, le Gouvernement entame désormais une phase de pourparlers qui commenceront à Oslo en octobre, et se poursuivront à La Havane. M. Santos Calderón a salué les bons offices de la Norvège et de Cuba, ainsi que le soutien du Venezuela.

M. MSWATI III, Roi du Swaziland, a rappelé que la communauté internationale faisait face aux effets d'une crise économique et financière qui n'a, par ailleurs, pas épargné son pays. « Nos programmes de développement social qui contribuent à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), ainsi que nos programmes nationaux de création d'emplois et nos stratégies de lutte contre la pauvreté ont été profondément minés par cette situation », a-t-il expliqué. Il a précisé que les efforts enregistrés par le Swaziland dans la lutte contre le VIH/sida dont l'accès aux antirétroviraux, étaient menacés par la situation financière actuelle.

Le Roi Mswati III a toutefois tenu à saluer l'appui que son pays continue de recevoir de la part du Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Il a aussi appelé la communauté internationale à demeurer consciente des implications sociales de certaines des solutions préconisées pour résoudre les problèmes économiques mondiaux. Il a appelé les Nations Unies à considérer cette question comme étant primordiale au cours de la présente session.

En matière de maintien de la paix, le Roi du Swaziland a condamné toute forme de violence, « qu'il s'agisse du meurtre de diplomates ou du renversement de gouvernements ». « Nous devons tous vivre en paix. Nous devons apprendre à nous respecter les uns et les autres, quelle que soit notre race ou notre croyance », a-t-il ajouté. Il s'est ensuite dit encouragé par les efforts entrepris par « nos frères et sœurs d'Afrique qui ont choisi de résoudre de manière pacifique leur différend » et a émis l'espoir d'une solution rapide aux « poches de conflits » en République démocratique du Congo (RDC), au Soudan ou dans d'autres parties de l'Afrique.

« La Somalie n'a plus de gouvernement stable depuis longtemps et nous espérons que l'élection d'un nouveau président amènera avec elle la stabilité dans ce pays ». Au Moyen-Orient, et en particulier en Syrie, le Roi Mswati III a mis l'accent sur la nécessité du dialogue. Il a découragé tout recours à la force car « les armes n'apporteront que la misère », a-t-il prévenu. S'agissant du conflit israélo-palestinien, il a estimé que la solution viable demeurerait celle de deux États vivant côte à côte dans la paix et la stabilité.

Pour le continent asiatique, le Roi du Swaziland a ensuite émis l'espoir que Taiwan et la Chine soient en mesure de surmonter leur différence et de vivre l'un avec l'autre. Il a salué le fait que la Chine ait récemment accueilli un sommet africain où des pays amis de Taiwan ont également été invités. Il a aussi tenu à remercier la Chine pour son appui aux pays africains et s'est dit convaincu du potentiel du travail commun de ces deux peuples à collaborer à toutes les agences des Nations Unies. « Le peuple de Taiwan souhaite faire partie de la communauté mondiale », a-t-il ajouté.

Avant de prendre congé, le Roi Mswati III a invité les États Membres à saisir l'occasion de la présente session de l'Assemblée générale pour débattre de la réforme du Conseil de sécurité. Il a réitéré la position de l'Afrique qui réclame deux sièges permanents et cinq sièges non permanents. « Cette représentation fera en sorte que nous soyons tous maîtres des décisions et qu'aucun ne puisse imposer son influence », a-t-il conclu.

M. OTTO FERNANDEZ PÉREZ MOLINA, Président du Guatemala, a déclaré que son gouvernement s'était assigné trois objectifs de paix et d'abord, le « Pacte zéro faim » visant à réduire la malnutrition chronique

qui affecte plus de 40% des enfants de moins de 5 ans, ensuite, le « Pacte pour la sécurité, la justice et la paix » contre la violence sociale et enfin le « Pacte fiscal et de la concurrence » pour la baisse du déficit sans réduction des dépenses publiques et pour la relance des investissements privés générateurs d'emplois.

Malheureusement, ces efforts sont menacés par le trafic des stupéfiants, a déploré le Président, en arguant que 40% des homicides au Guatemala sont liés à ce trafic et aux gangs transnationaux qui opèrent entre les pays producteurs au Sud et les pays consommateurs aux Nord. « Mon pays s'est progressivement transformé en pays producteur et consommateur de drogues », a-t-il alerté, en dénonçant un cadre international qui n'a pas permis d'éradiquer la consommation de stupéfiants.

« Il faut traiter le problème pour ce qu'il est: une question de santé publique, plutôt qu'une question de justice pénale », a fait valoir M. Molina. Les familles et les communautés impliquées dans le marché des stupéfiants doivent bénéficier d'un traitement et d'une politique de prévention, de protection sociale et d'égalité des chances. Le Président a invité les États à revoir les normes internationales qui régissent les politiques en la matière pour protéger la jeunesse de ce fléau.

En avril dernier, a rappelé le Président, les chefs d'État et de gouvernement réunis au Sommet des Amériques à Cartagena, en Colombie, se sont engagés à étudier de nouvelles façons de combattre le narcotrafic. Dans le même esprit, le Gouvernement guatémaltèque souhaiterait établir un groupe international de pays disposés à procéder aux réformes nécessaires, avec la coopération des pays d'origine, de transit et de destination. « Ne baissons pas la garde, n'abandonnons pas la lutte », a plaidé M. Molina. « Nous devons mieux nous armer, parce que nos enfants et nos petits enfants méritent une réponse plus efficace. »

Le Président a rappelé que son pays a ratifié le Statut de Rome, le 2 avril 2012. Il s'apprête également à prendre la présidence du Conseil de sécurité au mois d'octobre. Enfin, le 21 décembre prochain, le Guatemala célébrera l'avènement d'une nouvelle ère, conformément au calendrier de la civilisation maya. « C'est une invitation à renouveler les énergies physiques et spirituelles dans un environnement de paix, de coopération et de dialogue », a-t-il conclu.

M. ANDRY NIRINA RAJOELINA, Président de la Haute Autorité de la transition de Madagascar, a indiqué que dans le cadre du processus de sortie de crise politique de son pays, une feuille de route avait été signée et adoptée par les partis politiques malgaches en septembre 2011. Les institutions de la Transition ont été mises en place, notamment un Gouvernement d'Union nationale et le Parlement de la Transition et le processus électoral a par ailleurs été déclenché. Le Président a précisé que les élections présidentielles se dérouleraient le 8 mai 2013, avant d'appeler tous les partenaires internationaux de Madagascar à apporter leur aide.

M. Rajoelina a argué qu'en dépit de la « conjoncture éprouvante » que connaît actuellement Madagascar et malgré la suspension des aides et des subventions internationales qui, a-t-il précisé représentent 60% du budget de l'État, l'administration avait fonctionné normalement et tous les engagements et dettes du pays avaient été honorés. Il est donc possible, a-t-il affirmé, de développer notre pays et de créer notre richesse à travers nos propres richesses.

Le peuple malgache, a dit le Président, a besoin de son « indépendance pleine et entière » pour parvenir à des élections transparentes donc démocratiques. « La meilleure façon de nous aider consisterait à nous faire confiance, à respecter vos engagements et à nous laisser assumer nos responsabilités ». Seul le peuple malgache, a insisté le Président, décidera souverainement qui devra conduire son destin, et non l'influence d'un pays et des pressions extérieures. Des efforts doivent être faits, a insisté le Président, pour faire cesser les inégalités de traitement des pays en crise politique. Il faut prendre connaissance de la réalité sur le terrain et de l'aspiration populaire pour ne pas se tromper sur la décision à prendre, a-t-il souligné.

« Le système des Nations Unies ne pourrait continuer à être la police du monde », a-t-il poursuivi, en ajoutant que « notre société a besoin d'exister et de se reconnaître à travers ses propres valeurs ». L'accord de paix est fragile et appelé à évoluer, a-t-il prévenu.

M. NICOLAE TIMOFTI, Président de Moldova, a indiqué que son pays, qui s'est détaché de l'empire soviétique il y a 21 ans, jouit maintenant d'une stabilité politique qui lui permet de se développer, en vue notamment d'intégrer l'Union européenne (UE). Nous privilégions l'état de droit et la réforme judiciaire, ainsi que la modernisation de l'économie, a-t-il dit. Il a salué à cet égard le soutien apporté par les pays de l'UE.

Le Président a abordé le conflit que connaît son pays au sujet de la Transnistrie, expliquant qu'il sape la sécurité nationale et l'intégrité territoriale du pays et entraîne des violations des droits de l'homme. Nous ne pouvons continuer ainsi, a-t-il dit, et il est temps d'édifier un avenir commun.

Le Président a présenté l'approche que suit son pays pour réintégrer la République de Moldova dans ses frontières reconnues sur le plan international. Il a estimé que la région de Transnistrie devrait jouir d'un statut spécial au sein de la Moldova et d'un certain niveau d'autonomie. « Nous continuerons en parallèle à mettre en œuvre des mesures de confiance visant à rapprocher les communautés des deux rives du fleuve

Niestre. Il faut notamment transformer le mécanisme militaire de maintien de la paix en mission civile internationale chargée de réinstaurer la confiance », a suggéré M. Timofti.

Le Président a salué la contribution essentielle qu'apporte l'UE à cette approche, avant d'appeler l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), la Fédération de Russie et les États-Unis à unir leurs efforts avec l'UE pour parvenir à une solution à ce conflit. Il a aussi jugé crucial que les forces russes actuellement présentes sur le territoire moldave sans l'accord du Gouvernement se retirent.

Venant à la réforme du Conseil de sécurité, le Président a prôné une solution de compromis. Il a voulu que l'on tienne compte des aspirations légitimes de tous les groupes régionaux et qu'un siège non permanent soit accordé au Groupe des pays d'Europe orientale. Il a par ailleurs demandé que l'Assemblée générale examine la question de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales, notamment l'OSCE et l'Organisation de coopération économique de la mer Noire (BSEC). M. Timofti a également évoqué les conflits qui perdurent dans les territoires de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de son pays, et qui exigent des solutions basées sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale.

Avant de conclure, le Président a souligné l'importance du renforcement de l'état de droit pour maintenir la paix et promouvoir le développement. Il a aussi soutenu les efforts menés par les États et les organisations internationales dans les domaines du désarmement et du contrôle des armes. Il a plaidé notamment en faveur de la prévention pour éviter le développement des armes de destruction massives. Enfin, il a exprimé son attachement aux droits de l'homme, rappelant que son pays occupe actuellement l'une des vice-présidences de la Troisième Commission de l'Assemblée générale, chargée des questions sociales, humanitaires et culturelles.

M. TOOMAS HENDRIK ILVES, Président de l'Estonie, a indiqué que son pays se réjouissait de devenir membre du Conseil des droits de l'homme et de faire plus, notamment pour prévenir les violations des droits de la femme et de l'enfant. Il a dit qu'il fallait renforcer la prévention des conflits et l'état de droit afin d'éviter des conflits violents et des crimes internationaux particulièrement odieux. Aujourd'hui, le principe de la responsabilité de protéger n'est pas contesté, mais la difficulté réside dans son application.

Pendant la guerre de Crimée dans les années 1850, le monde a découvert la première couverture photographique d'un conflit, a noté M. Ilves. Aujourd'hui, avec les nouveaux médias, il est devenu plus difficile de dissimuler les crimes de guerre. C'est la raison pour laquelle nous devons reconnaître le rôle important de la technologie en faveur des droits de l'homme. Pour la troisième année consécutive, s'est enorgueilli le Président, « l'Estonie arrive en tête de la liberté sur Internet ». L'Estonie a rejoint la « Coalition de la liberté en ligne », un groupe d'États qui travaillent ensemble pour faire progresser les droits de l'homme en ligne. Même si elle a été victime de cyberattaques, l'Estonie n'est pas en faveur d'une régulation plus rigide ni de la censure. Elle souhaite qu'Internet soit ouvert, sûr et fiable.

La révolution de l'information a aidé l'Estonie à se transformer en une société démocratique fondée sur l'état de droit, a poursuivi M. Ilves. C'est le premier pays où les citoyens ont pu voter en ligne pour des élections parlementaires et municipales. Cette année, plus de 90% d'entre eux ont également payé leurs impôts de cette façon. Les services publics en ligne accroissent la transparence et limitent la corruption. Dans un monde interconnecté et sans fil, la société civile et le secteur privé jouent un rôle de plus en plus important, a en outre apprécié le Président.

« Le monde a besoin d'objectifs pour le développement durable », a conclu M. Ilves. Il faut éviter une fracture numérique qui entrave le développement dans certaines parties du monde. « Les nouvelles technologies de l'information et de la communication pourraient bien déclencher la prochaine révolution industrielle. »

Mme JOYCE HILDA MTILA BANDA, Présidente du Malawi, a mis en exergue le fait que c'est la première fois qu'elle s'exprime devant l'Assemblée générale, tout en étant la deuxième Présidente en Afrique et première femme Présidente au Malawi. Elle a axé tout son discours sur les changements en cours dans son pays depuis son arrivée au pouvoir en avril 2012. Ces défis, a-t-elle insisté, sont résumés dans une « Vision pour le Malawi » qui porte sur la création de richesses par la transformation de l'économie, la promotion du secteur privé, la création d'emplois et la protection des plus vulnérables et des exclus.

La Vision porte aussi sur une plus forte croissance économique, pour la prochaine décennie, grâce à un programme de relance axée sur l'énergie, le tourisme, l'agriculture, les mines et les infrastructures de développement. Deux initiatives présidentielles ont aussi été lancées: l'une porte sur la santé maternelle et infantile et l'autre sur la réduction de la pauvreté et la faim. À cet effet, le Malawi appelle au soutien de la communauté internationale à court et à moyen termes, plus particulièrement pour développer l'agriculture, les ressources minières, les transports et les communications. Comme les autres États Membres, le Malawi réclame la réforme du Conseil de sécurité où deux sièges permanents et cinq sièges non permanents devraient revenir à l'Afrique.

M. ANOTE TONG, Président de Kiribati, a d'abord tenu à saluer, en particulier, l'engagement personnel du Secrétaire général de l'ONU en faveur de la lutte contre les changements climatiques et du sort des plus

vulnérables. « Il s'agit de ma septième allocution devant cette auguste Assemblée en neuf ans de présidence à la tête de mon pays. À chacune d'elle, je me suis employé à transmettre le même message. À chacune d'elle, je vous ai fait part de la menace réelle qui pèse sur mon pays et j'ai insisté sur la nécessité d'entreprendre des actions urgentes pour faire face aux changements climatiques, pour faire face à l'élévation du niveau des mers et pour assurer la survie de Kiribati », a-t-il fait remarquer. « Il m'arrive souvent d'observer mes petits-enfants et de me demander quel futur nous leur laisserons. C'est pour eux que je continuerai à parler des changements climatiques aussi longtemps que je vivrai », a-t-il poursuivi.

Dans un contexte marqué par une utilisation non durable des ressources de notre planète, M. Tong a estimé que la croissance économique ne devrait pas être le « mantra » de la communauté internationale. « En particulier si ceux qui bénéficieront le moins de cette croissance économique sont également ceux qui, au final, en paieront le prix fort ». « La terre n'est pas là pour en faire ce qui nous plaît. Nous ne sommes que les gardiens de la planète pour les générations futures. Et nous ignorons cette réalité à nos risques et périls », a-t-il prévenu. Il a appelé tous les États Membres à renforcer leurs efforts collectifs pour atténuer les effets des émissions de gaz à effet de serre.

Il a exhorté les gros pays pollueurs à assumer leur part de responsabilité et a demandé aux partenaires du développement d'aider Kiribati à faire face à un avenir incertain en lui fournissant des ressources et des technologies appropriées. S'il a noté que certains « progrès » avaient pu être enregistrés au cours des récentes négociations sur le climat qui ont eu lieu à Bangkok, le Président de Kiribati a cependant estimé que tout cela reste trop lent. « Si nous attendons un accord sur tout, il sera trop tard », a-t-il prévenu.

Kiribati pense pouvoir parvenir au développement durable en utilisant les ressources disponibles dans le cadre de sa vaste zone économique exclusive (ZEE) et, ainsi, réduire sa dépendance à l'aide au développement, a poursuivi son Président. « Je suis même convaincu que nous pouvons nous passer de l'aide si nous recevons les ressources nécessaires pour développer et récolter les fruits de nos propres ressources », a-t-il poursuivi. Il a expliqué que la pêche demeurerait l'une des principales sources de revenus du pays, soit 40 à 50%, et a mis l'accent sur la nécessité de préserver la santé et la biodiversité des océans, ainsi que des écosystèmes. Une nécessité à laquelle Kiribati contribue notamment par le biais de l'aire protégée des îles Phoenix, l'une des plus grandes aires marines protégées.

Il a aussi insisté sur l'importance des initiatives de coopération transfrontalières dans le domaine de la conservation des océans. « Notre message à la communauté internationale est que la préservation de la biodiversité et des écosystèmes marins dans le Pacifique n'est pas uniquement une question qui relève du développement durable des peuples du Pacifique. Elle revêt aussi une signification particulière pour le reste du monde », a-t-il dit.

M. Tong a estimé que la Conférence Rio+20 avait montré combien il est difficile de trouver le bon équilibre entre ceux qui continuent de bénéficier de l'exploitation non viable des ressources et ceux qui en payent le tribut.

M. ROBERT MUGABE, Président du Zimbabwe, a émis le souhait de voir les Nations Unies continuer à jouer le rôle de garant de la paix mondiale, en s'assurant qu'aucun État Membre ou groupe d'États n'en abuse. C'est un organe international qui travaille pour le bien de tous les peuples du monde, a-t-il rappelé, citant la Charte de l'ONU. Il a attiré l'attention sur la tendance croissante des États membres de l'OTAN à croire de façon arrogante qu'ils sont les plus forts. Dans le cas de la Libye, il a regretté que l'Union africaine ait été « ignorée et humiliée ».

Le Zimbabwe est convaincu de la nécessité de résoudre pacifiquement les différends entre États, a assuré le Président Mugabe, d'une façon qui doit être cohérente avec les principes et objectifs des Nations Unies. Il a aussi invité à s'attaquer aux causes sous-jacentes des conflits, en suivant une approche préventive de consolidation de la paix et de développement.

Le Président a exprimé ses regrets de voir que les dispositions de la Charte des Nations Unies relatives au règlement pacifique des différends avaient, à certaines occasions, été ignorées par le Conseil de sécurité. Il semblerait qu'il y ait un appétit insatiable pour la guerre, les embargos, les sanctions et autres mesures punitives, a-t-il noté. Le Président a invité le Conseil de sécurité à respecter et à soutenir les décisions et priorités des organisations régionales, vantant les mérites d'une coopération efficace entre ces instances.

M. Mugabe a également jugé inacceptable que l'on essaie d'imposer de force certains concepts comme celui de la « responsabilité de protéger » sur lequel il n'y a pourtant pas encore d'accord. Il s'est inquiété de ce que ce concept ait commencé à être appliqué, de façon abusive, mettant ainsi en péril les principes d'intégrité territoriale et de non-ingérence dans les affaires internes d'un pays.

Il nous faut revitaliser l'Assemblée générale des Nations Unies, a poursuivi le Président, s'inquiétant de l'empiètement du Conseil de sécurité sur son mandat. L'Assemblée générale doit rester l'organe délibérant principal des Nations Unies, a-t-il martelé.

Il a soutenu l'élargissement du Conseil tout en avertissant des risques que présente une approche ouverte qui n'aurait aucun intérêt pour des régions qui ne sont actuellement pas membres permanents. Il a plaidé pour que l'Afrique ait deux sièges permanents dotés du droit de veto, comme prévu dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte.

M. Mugabe a enfin condamné les sanctions économiques imposées à son pays, en dépit du consensus international en faveur de leur levée inconditionnelle. Il a appelé les pays qui continuent à les imposer à revoir leur position, invoquant les souffrances du peuple du Zimbabwe.

M. MICHEL JOSEPH MARTELLY, Président d'Haïti, a prévenu qu'il y aura des conflits « tant que l'accès à l'eau, aux grands marchés, tant que la juste rétribution des matières premières et la saine compétitivité économique ne seront pas au rendez-vous ». Les nations seront réduites à rechercher des solutions pacifiques « tant que nous ne conjuguons pas nos efforts pour que l'accès à la santé, au travail, et le respect des différences deviennent réalité ».

La parité des genres, la démocratie, le traitement égal devant la loi et le respect de l'environnement s'inscrivent dans le programme du Gouvernement haïtien, a indiqué M. Martelly, à la veille de la présidence d'Haïti à la tête de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Haïti s'emploie activement à renforcer les institutions locales réputées faibles ou jugées inopérantes. Seule la démocratie peut apporter la stabilité, condition préalable à toute politique de développement, a-t-il reconnu.

« L'histoire nous a appris qu'il n'y avait pas de justice et d'égalité dans les relations internationales, que chaque nation cherchait son intérêt propre », a dit le Président. « La création des Nations Unies a allumé chez les peuples l'espoir que les choses pouvaient être différentes. Il ne faut pas laisser mourir cette flamme. »

M. Martelly a conclu en interpellant ses pairs: « Nos populations respectives nous ont choisis et nous ont mandatés pour que nous leur construisions un monde meilleur, un monde où personne ne sera laissé pour compte, un monde où nos enfants pourront enfin grandir en paix ... ».

M. ANDRIS BĒRZIŅŠ, Président de la Lettonie, a déclaré à propos du thème de cette session que les règlements pacifiques des différends dépendent de la résolution des dirigeants. C'est seulement lorsqu'elles sont déterminées que les Nations Unies peuvent agir et prendre des décisions. Les défis requièrent de la volonté et des actions décisives de la communauté internationale notamment la crise en Syrie, les risques de proliférations des armes de destruction massive, le risque potentiel du recours aux armes chimiques en Syrie ou le manque de progrès dans le dialogue avec l'Iran.

Sur d'autres sujets, le Président a notamment salué les progrès sur le consensus sur les résultats de la deuxième Conférence d'examen du Programme d'action sur les armes légères et de petit calibre, ainsi que sur les tendances positives que prend le règlement politique en Transnistrie. Les conséquences du conflit en Géorgie en 2008 auront un effet durable sur la situation sécuritaire dans la région. La Mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie est actuellement le seul acteur international qui surveille la mise en œuvre de l'Accord en six points. L'accès effectif aux territoires occupés contribuerait à des progrès durables dans ce pays, a expliqué le Président, qui a ajouté qu'il était préoccupé par le nombre croissant des incidents sur la ligne de contact dans le Nagorny-Karabach. La Lettonie, a-t-il dit, continue sa participation au sein des missions de l'Union européenne et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et entend rester en Afghanistan au-delà de 2014.

À propos de la crise économique et financière mondiale, il a salué tous les efforts pour stabiliser la situation dans la zone euro. Le pays, a-t-il dit, travaille dur pour faire partie de la solution, d'autant qu'il a enregistré une croissance de 5,5% en 2011. Cette tendance devrait se poursuivre cette année, a précisé le Président Bērziņš. Ce qui importe le plus, c'est la pérennité de la santé économique, grâce au processus d'intégration dans la zone euro. La Lettonie qui vise à intégrer l'euro en 2014, estime que les complications actuelles peuvent être surmontées.

La paix et la sécurité internationales sont étroitement liées à deux autres piliers de l'ONU que sont le développement et les droits de l'homme. La Lettonie se félicite de la création du Groupe d'experts de haut niveau sur le programme de développement post-2015 au sein duquel le Commissaire européen chargé du développement, M. Andris Piebalgs, de la Lettonie, contribuera. La Lettonie appuie aussi fermement les travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et se portera candidate à un siège en 2014. Elle acclame également la double réforme de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et réclame un nouveau siège non permanent pour le Groupe des pays d'Europe orientale.

M. EVO MORALES AYMA, Président de la Bolivie, a saisi l'occasion du thème du débat de l'Assemblée intitulé « règlement des différends par des moyens pacifiques » pour aborder un différend existant entre son pays et le Chili et datant de 1879 lorsque le Chili a privé la Bolivie d'une partie de son territoire qui donnait un débouché sur la mer, ceci après une invasion injuste. Il a exhorté le Chili à mettre fin à l'enclavement géographique de la Bolivie, qui a été imposé par la force en causant beaucoup de tort au peuple bolivien qui depuis réclame justice. Rappelant que l'intangibilité des traités n'est pas un dogme, il a rappelé que le Traité du

canal de Panama de 1803 garantissant aux États-Unis la souveraineté à perpétuité sur ce canal a été révisé en 1977 et que cette révision a rendu la souveraineté sur les berges au Panama de manière progressive. M. Morales en a appelé aux Nations Unies pour que soit mis un terme à l'enclavement géographique de la Bolivie et que soit réparés les dommages historiques causés à son pays.

« Mais comment changer le monde si nous ne changeons pas les Nations Unies »? s'est demandé le Président bolivien, qui s'est cependant félicité en notant qu'il y a « une rébellion des États contre l'impérialisme capitaliste ». Il s'est félicité que de plus en plus de pays « ne craignent plus l'impérialisme capitaliste qui a montré ses limites avec les crises qu'il a lui-même générées ». Il s'est dit choqué de constater que si la dette des pays pauvres est remboursable, celle du capitalisme ne l'est pas. Il a particulièrement salué le courage du peuple cubain et la résistance de Fidel Castro, et a fustigé « l'embargo économique génocidaire imposé à Cuba, qui constitue une violation des droits de tout un peuple ». Il a dit que les États-Unis étaient « le premier État terroriste », qui justifie ses interventions dans les affaires des autres pays sous le couvert de la promotion de la démocratie, alors que le véritable but n'est que de piller des ressources naturelles des pays agressés. Le Président bolivien a aussi exigé « la libération immédiate de cinq Cubains prisonniers politiques détenus injustement aux États-Unis ».

M. Morales a par ailleurs regretté que l'exploitation de la feuille de coca à des fins médicinales soit pénalisée par la Convention de 1961. Il a évoqué les efforts déployés par la Bolivie pour lutter contre le trafic de cocaïne en notant que la culture de la feuille de coca a diminué de 12%. S'agissant de la réalisation des OMD, M. Morales a indiqué que le taux de pauvreté extrême est descendu à 20% en Bolivie en 2011, alors que ce chiffre ne devait être atteint qu'en 2015. Alors que nous visons un taux d'accès à l'eau potable de 85% de la population d'ici à 2015, nous avons déjà atteint le chiffre de 79% en 2012, s'est-il félicité. Les programmes sociaux et les programmes structurels que nous avons promus nous ont permis de transformer la Bolivie, a-t-il dit, en précisant que la Bolivie a permis à ses 339 municipalités d'accéder à des réseaux de téléphonie mobile entre 2000 et 2012 en nationalisant le secteur des communications. Il a également indiqué que la nationalisation de l'exploitation des ressources naturelles a transformé l'économie nationale, en permettant d'augmenter les revenus tirés des ressources d'origine pétrolière de 300 millions de dollars à 3,5 milliards entre 2006 et aujourd'hui. Il a invité les États Membres à nationaliser leurs ressources naturelles dans l'intérêt de la population qui pourrait ainsi bénéficier de services de base de qualité, qui doivent être considérés comme un droit humain. Il a rappelé que selon le calendrier maya, le 21 décembre marque la fin de la période du « matcha » et le début de celle du « patcha », c'est-à-dire la fin de l'égoïsme et le début de la solidarité, la fin d'un monde axé sur les égoïsmes de l'homme et le début d'un monde axé sur l'environnement.

Mme ISATOU NJIE-SAIDY, Vice-Présidente de la Gambie, a tout d'abord engagé l'ONU et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest à travailler de manière décisive pour répondre aux conflits qui ont cours au Mali et en Guinée-Bissau sans le moindre délai, faisant par ailleurs observer que l'engagement de l'Union africaine sera essentiel en la matière. Elle a ensuite appelé les institutions financières à lancer des réformes « qui n'ont que trop tardées » et à s'engager en faveur du Programme d'action d'Istanbul pour les pays les moins avancés qui, a-t-elle souligné, ne doit pas être écrit dans « la langue des promesses non tenues, des engagements non respectés et de la faible mobilisation des ressources ». Travaillons ensemble pour diviser par 2 d'ici à 2020 le nombre de pays les moins avancés, a lancé Mme Njie-Saidy pour ensuite appeler à la mobilisation des ressources afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) avant la date butoir de 2015. Elle a également estimé que « l'euphorie » suscitée par les objectifs de développement durable ne devait pas compromettre les OMD.

Abordant ensuite le problème de la dette, la Vice-Présidente gambienne a engagé les institutions de Bretton Woods à envisager d'élargir l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Elle a aussi estimé, vu la nature pérenne de l'insécurité alimentaire, que la communauté internationale devait faire davantage pour appuyer le secteur agricole des pays comme le sien. Le rôle des petits agriculteurs doit être renforcé, et des partenariats internationaux doivent être mis sur pied pour donner un coup d'élan aux initiatives visant à apporter un appui à l'agriculture africaine, a-t-elle indiqué. Mme Njie-Saidy a également appelé les partenaires au développement à appuyer le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) du continent africain avec pour objectif de renforcer les capacités de production et de créer des emplois pour les jeunes.

La Vice-Présidente de la Gambie a par ailleurs estimé qu'on ne pouvait laisser la CEDEAO gérer à elle seule la situation au Mali et en Guinée-Bissau. Elle a engagé le Conseil de sécurité à agir de manière décisive, en coopération avec l'Union africaine et la CEDEAO. Les signaux que nous a envoyés le Conseil de sécurité jusqu'à présent sont décourageants, et il se doit d'agir avec un sentiment d'urgence, a notamment affirmé Mme Njie-Saidy. Elle a ensuite appelé à davantage de dialogue pour trouver une solution à la crise au Darfour ainsi que pour résoudre le différend entre le Soudan et le Soudan du sud.

Évoquant ensuite la situation en Syrie, la Vice-Présidente a exhorté les parties à retourner à la table des négociations et à raviver le plan Annan. Il s'est également inquiété de la détérioration de la situation en Palestine à tel point qu'« une solution à un seul État semble être devenue inévitable ». La triste réalité, c'est que ce sont les mécanismes du Conseil de sécurité qui sont constamment invoqués afin d'étouffer l'action nécessaire pour garantir une paix juste aux Palestiniens, a-t-il déploré. La Vice-Présidente de la Gambie a également appelé les

États-Unis à lever l'embargo imposé à Cuba et a ensuite engagé la communauté internationale, « y compris la Chine », à ouvrir la voie à l'adhésion de Taiwan aux différents fonds et programmes de l'ONU.

Enfin, Mme Njie-Saidy a estimé qu'il était grand temps de sortir le processus de réforme du Conseil de sécurité de l'impasse. On ne peut se permettre de rester dans un coma lorsque d'importants intérêts régionaux, notamment ceux de l'Afrique, sont dédaignés ou rejetés, a-t-elle estimé. L'Afrique, a-t-elle insisté, doit jouir d'une représentation légitime au sein du Conseil de sécurité.

M. ELIO DI RUPO, Premier Ministre de la Belgique, a déclaré que son pays était particulièrement attaché au renforcement de l'état de droit partout dans le monde, celui-ci étant nécessaire au développement et à la prospérité. Il contribue à un monde meilleur, a-t-il dit, parce que sa finalité est de permettre à chaque personne de vivre, de s'épanouir et d'aimer en toute liberté. C'est dans cet état d'esprit et dans une approche basée sur le respect mutuel que la Belgique adhère au principe de la responsabilité de protéger les victimes de violences partout dans le monde. C'est dans cet état d'esprit également que la Belgique a répondu à la demande du Secrétaire général en annonçant 17 engagements aux niveaux national et international. L'état de droit et la lutte pour le respect des droits de l'homme, a-t-il ajouté, nous imposent aussi de renforcer la lutte contre l'impunité. La Belgique poursuivra sa politique de coopération active avec les juridictions pénales internationales, a assuré le Premier Ministre, notamment la Cour pénale internationale. Avec la Slovaquie et les Pays-Bas, a-t-il précisé, la Belgique appelle les États à améliorer le cadre international de l'entraide judiciaire et de l'extradition.

Le Premier Ministre a insisté par ailleurs sur la nécessité de rompre le lien entre la gestion des banques et celle des États. « Quand le bilan des banques représente 300, 400, 600% du PIB voire plus d'un pays, nous ne pouvons pas nous étonner qu'il existe un lien direct entre la gestion des banques et la santé économique et budgétaire des États souverains. » Le monde de la finance, a-t-il dit, vit au rythme de sa propre logique: la maximisation des profits, dans des délais les plus courts possibles. C'est pourquoi ensemble, à l'échelle mondiale, nous devons mettre en place des mécanismes de surveillance du monde financier. Il faut une surveillance mondiale pour que le monde financier redevienne davantage un soutien à l'économie créatrice d'emplois, mais aussi pour éviter que des gestions hasardeuses ne compromettent la santé économique et budgétaire d'un pays. « Nous y travaillons en Belgique et au sein de la Zone euro », a-t-il assuré, tout en estimant que, « outre des réformes approfondies du secteur bancaire, nous devons aussi taxer les transactions financières, car il est grand temps que les moyens ainsi dégagés soient utilisés pour la prospérité de nos populations ».

Le Premier Ministre a ensuite préconisé qu'il faudrait rompre avec une logique de développement économique dévoreuse de ressources naturelles et d'énergie, mais aussi créer une dynamique pour rendre les politiques économique, financière ou de commerce international plus cohérentes avec notre objectif d'un monde plus respectueux de notre environnement. À cet égard, la Belgique soutient l'initiative du Secrétaire général « Énergie durable pour tous ». Elle insiste également pour que l'on fasse converger dans un même processus les Objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs du développement durable, a-t-il ajouté.

S'agissant de la situation dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), la recrudescence de la violence ces derniers mois et la rébellion du M23 sont une grande préoccupation pour le Gouvernement belge, en particulier en raison de l'impact grave sur les populations locales, a déclaré le Premier Ministre. La Belgique appelle les pays de la région à intensifier leurs efforts pour mettre fin à la rébellion en cours. Elle plaide également pour la résolution des causes profondes de l'instabilité de cette région des Grands Lacs. À cet égard, le Premier Ministre a salué les efforts entrepris ainsi que l'initiative du Secrétaire général d'y consacrer ce jeudi une rencontre de haut niveau. « Le Ministre belge des affaires étrangères y participera », a-t-il assuré, en réaffirmant que l'intégrité territoriale de la RDC doit être respectée. Tout soutien extérieur aux mutins doit cesser. C'est pourquoi, la Belgique demande à chaque pays de la région des Grands Lacs de s'engager à respecter la souveraineté du Congo et encourage aussi les autorités congolaises à mettre en œuvre les réformes nécessaires dans l'armée et la police afin de rétablir l'État de droit sur l'ensemble du territoire dont l'est du Congo. Le Premier Ministre a indiqué que la Belgique était prête à travailler à la restauration de la confiance entre les pays de la région pour sortir le plus rapidement possible de cette situation dramatique pour les populations. Son pays souhaiterait qu'une relation directe entre le Président du Congo et le Président du Rwanda puisse s'établir et contribue à accélérer l'aboutissement d'une solution.

Passant ensuite à la situation en Syrie, le Premier Ministre s'est dit très préoccupé face à la détérioration de la situation sur le terrain et à l'impasse politique dans le pays. « Nous sommes scandalisés par l'attitude d'un régime qui tue ses citoyens », a-t-il dit. Outre près de 30 000 morts, on compte aujourd'hui au moins 250 000 réfugiés dans les pays voisins et bien plus encore de personnes déplacées. Comment les consciences humaines ne s'accordent-elles pas pour arrêter ce drame? « Nous ne pouvons pas consciemment laisser la souffrance humaine perdurer », a-t-il dit, en assurant le Représentant spécial conjoint, M. Lakhdar Brahimi, de l'appui de la Belgique. Son gouvernement, a-t-il poursuivi, espère beaucoup que le travail des pays arabes sera couronné de succès. Compte tenu de l'urgence et de l'hiver qui approche, la Belgique veut que la communauté internationale avance sur le volet humanitaire et vienne en aide aux millions de personnes affectées. Le Gouvernement belge soutient financièrement l'aide humanitaire aux réfugiés, a indiqué le Premier Ministre, en demandant instamment que l'on trouve des solutions pour permettre aux organisations humanitaires

de faire leur travail, en particulier dans les hôpitaux, conformément au droit international humanitaire. « Les autorités chinoises et les autorités russes peuvent nous rejoindre sur cet objectif », a-t-il estimé, avant de conclure.

CHEICK MODIBO DIARRA, Premier Ministre du Mali, a déclaré que le thème de la soixante-septième session de l'Assemblée générale était d'une brûlante actualité au regard des multiples crises et conflits qui menacent sérieusement la paix et sécurité internationales. Le règlement des différends par des moyens pacifiques revêt une dimension toute particulière pour mon pays qui, cependant, traverse aujourd'hui l'une des périodes les plus difficiles. Sa partie septentrionale est occupée par des bandes armées composées de terroristes intégristes, narcotrafiquants et autres criminels de tout acabit, a-t-il dit. C'est pourquoi, le Gouvernement du Mali vient de saisir la Cour pénale internationale pour l'examen de ces actes odieux qui ne sont ni plus ni moins que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Ce constat douloureux et alarmant a amené le Président de la République par intérim à requérir le 1<sup>er</sup> septembre 2012, l'aide de la CEDEAO pour recouvrer les territoires occupés et lutter contre le terrorisme. Des demandes similaires ont été adressées au Conseil de sécurité des Nations Unies à travers le Secrétaire général. La résolution durable de la situation au Sahel requiert une coopération plus renforcée et dynamique entre les États de la bande sahélo-saharienne. Pour leur part, les pays du champ (Algérie, Niger, Mali et Mauritanie) ont mis en place des mécanismes comme le Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC) basé à Tamanrasset, les patrouilles mixtes et les droits de poursuite.

La situation d'agression et d'occupation que vit le Mali dans son septentrion, a soutenu le Premier Ministre, est une conséquence collatérale majeure de la crise libyenne comme en témoigne le rapport de la Mission conjointe des Nations Unies et de l'Union africaine sur l'évaluation de l'impact de la crise libyenne dans la région du Sahel, examiné par le Conseil de sécurité des Nations Unies en janvier 2012. Le Président de la République par intérim et le Gouvernement du Mali se sont engagés à négocier avec nos compatriotes qui ne sont pas des terroristes. Du fait de la crise, environ 353 177 personnes ont été forcées de fuir le nord du Mali, dont 84 402 personnes déplacées et 266 775 réfugiées dans les pays voisins. La crise a également compromis l'accès à l'éducation de 560 461 enfants en âge scolaire dont 300 000 scolarisés avant la crise, l'endommagement de structures éducatives et des équipements, le déplacement de 85% des enseignants et de 10 000 élèves vers le sud, et 50 000 enfants en âge scolaire vers les pays voisins, et l'occupation des écoles par les victimes d'inondations au sud. Sur un appel de fonds de 153 millions de dollars, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) n'a reçu que 49,9 millions de dollars pour faire face à cette crise humanitaire, a-t-il regretté, en rappelant que la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires, Mme Valérie Amos, a signalé le besoin de 213 millions de dollars pour faire face à la crise humanitaire qui frappe actuellement le Mali. Le Mali, qui est doté d'un Gouvernement d'union nationale depuis le 20 août 2012, a demandé l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité autorisant, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, l'intervention d'une force militaire internationale, afin d'aider l'Armée malienne à reconquérir et à sécuriser le territoire national.

M. MOHAMED BAZOUM, Ministre d'État, Ministre des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur, a tout d'abord condamné les caricatures et films injurieux à l'endroit de l'Islam qui étaient à l'origine des violences de ces derniers jours dans les pays musulmans. Il a aussi condamné l'attaque meurtrière perpétrée contre le consulat américain de Benghazi, en Libye. Passant ensuite au thème de la soixante-septième session, il a déclaré que l'anticipation était le meilleur moyen pacifique de prévenir les conflits et différends internationaux. Pour ce faire, des mécanismes de régulation de l'économie mondiale doivent être mis en place avec pour objectif, entre autres, la fin de l'hégémonie du capital financier et de l'échange inégal. M. Bazoum a estimé que la fin de l'hégémonie du capital financier permettrait d'orienter les ressources financières disponibles vers des investissements dans l'économie réelle tandis que la fin de l'échange inégal permettra aux pays producteurs, comme le Niger, d'en tirer meilleur profit.

C'est ainsi que le Niger a mis en place le Programme pour la renaissance du Niger, le Plan de développement économique et social 2012-2015 (PDES) et l'Initiative 3N qui a pour slogan « Les Nigériens nourrissent les Nigériens ». Le Niger convie d'ailleurs ses amis à une réunion à Paris les 13 et 14 novembre prochain pour débattre du financement du PDES. Sur un autre plan, le Ministre a souhaité que le printemps arabe permette aux peuples de ces pays d'avoir un avenir meilleur. La situation au Mali, a affirmé le Ministre, constitue une grave menace pour la sécurité et la stabilité des pays membres de la CEDEAO ainsi que des pays du champ (Niger, Mali, Algérie et Mauritanie). Si les djihadistes ne sont pas arrêtés, ils s'attaqueront immédiatement à l'Europe et au monde entier, averti M. Bazoum. Par conséquent, le Conseil de sécurité doit prendre en charge la crise malienne en vue de restaurer un Mali uni, démocratique et laïc.

M. TITUS CORLATEAN, Ministre des affaires étrangères de la Roumanie, a axé son intervention sur les trois domaines principaux d'activité des Nations Unies: paix et sécurité; développement; droits de l'homme, démocratie et état de droit. « Les réalités de la dernière décennie ont confirmé l'interdépendance profonde et complexe qui existe entre ces domaines », a-t-il remarqué, ajoutant que le développement est un catalyseur de la démocratie et des droits de l'homme, ainsi qu'un facteur essentiel pour la paix. Le Ministre a fait part de l'indignation ressentie par son pays suite aux tragiques incidents survenus à Benghazi en Libye et a déclaré que « le fait de s'en prendre à des représentants diplomatiques n'a pas de sens! Les diplomates sont les ponts entre nos cultures, les liens entre nos nations, et leur inviolabilité est de coutume ». Il a exigé que les responsables de

cette attaque soient appréhendés et traduits en justice. Abordant ensuite la situation en Syrie, M. Corlatean s'est dit favorable à une solution politique. La Roumanie appuie pleinement les efforts de M. Lakhdar Brahimi, le nouveau Représentant spécial conjoint des Nations Unies et de la Ligue des États arabes, et espère qu'il sera possible de parvenir, au plus tôt, à une Syrie inclusive, indépendamment de la religion ou du groupe ethnique auquel l'on appartient. « Toute autre option serait un cauchemar », a affirmé le Ministre, avant d'appeler de ses vœux une « réaction plus structurée de l'ONU basée sur une approche consensuelle du Conseil de sécurité ». Il a également demandé à la communauté internationale d'accorder l'attention requise à la situation humanitaire en Syrie. Pour ce qui est de la situation au Moyen-Orient, le Ministre a constaté à regret que depuis la déclaration du Quatuor du 23 septembre 2011, aucun progrès significatif n'y avait été enregistré, et il a imputé cette impasse au fait que les négociations israélo-palestiniennes n'ont toujours pas repris. La Roumanie soutient les initiatives du Quatuor et l'application intégrale de la Feuille de route, a précisé le Ministre roumain, qui a estimé que toute action unilatérale est « inappropriée et porte atteinte à la possibilité de reprise des négociations directes ».

Abordant la question du développement, M. Corlatean a préconisé qu'à l'avenir les Nations Unies fassent appel à de nouveaux partenaires pour définir les stratégies de développement, et qu'elles appellent en particulier les institutions financières nationales et internationales, qui doivent faire partie de la solution à apporter aux crises économiques qui frappent un pays ou une région. Le Ministre a également demandé que l'on repense le secteur de l'éducation à la lumière du rôle vital qu'il joue pour les jeunes et pour la société en général. L'éducation permet en plus de promouvoir la compréhension mutuelle et la coopération dans une société globale, a-t-il estimé. Le Ministre a également exposé quelques idées portant sur les droits de l'homme qui ont « une relevance croissante pour notre coopération dans le cadre de l'ONU ». En tant que membre du Conseil des droits de l'homme, la Roumanie a promu conjointement ce printemps à Genève avec le Maroc, la Norvège, le Pérou, le Qatar et la Tunisie, la résolution intitulée: « les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit », texte qui a reçu le coparrainage de 124 pays. M. Corlatean a indiqué que son pays souhaiterait voir, dans un avenir proche, l'Assemblée générale adopter la même approche visant la promotion et l'adoption d'une résolution du même genre. À cet égard, la Roumanie est prête à se mettre à l'œuvre pour agir aux côtés d'autres États Membres intéressés.

M. DANIEL KABLAN DUNCAN, Ministre d'État, Ministre des affaires étrangères de la Côte d'Ivoire, a estimé « qu'aujourd'hui plus qu'hier, nous devons renforcer notre système de sécurité collective et nous assurer qu'il est doté de tous les moyens nécessaires à son efficacité ». La Côte d'Ivoire ne ménage aucun effort dans la recherche de solutions durables autant à la crise nationale postélectorale, qu'au niveau régional, avec notamment les situations au Mali et en Guinée-Bissau, a assuré le Ministre. La sécurité de l'Afrique de l'Ouest est sérieusement mise à mal par des crises militaro-politiques orchestrées par des militaires et des mouvements rebelles ou terroristes, a-t-il rappelé, avant de préciser que la CEDEAO travaille inlassablement pour le retour de l'ordre constitutionnel et la restauration de la démocratie au Mali et en Guinée-Bissau. Si la situation s'est normalisée en Guinée-Bissau, elle reste très préoccupante au nord du Mali, et la CEDEAO envisage le déploiement d'une force militaire, à la demande du Gouvernement malien, pour aider l'armée malienne à défendre l'intégrité territoriale du pays, a indiqué M. Kablan Duncan. Le Ministre n'a pas manqué de souligner que l'envoi d'une telle force requiert un appui conséquent de l'Union africaine, des Nations Unies et de tous les partenaires au développement. Face à la réalité des entités non étatiques impliquées dans les conflits actuels en Guinée-Bissau et au Mali, le Ministre des affaires étrangères ivoirien a constaté à regret à quel point les instruments actuels de règlement de conflits sont incomplets parce qu'ils sont essentiellement fondés sur la négociation et la conciliation.

« Il est aujourd'hui un fait que la recrudescence du terrorisme dans la région du Sahel en fait un sanctuaire, une zone de non-droit, qui confronte l'Afrique de l'Ouest à la montée d'autres fléaux dangereux non seulement pour la région, mais aussi pour des régions plus éloignées, comme l'Europe », a affirmé le Ministre, qui a cité parmi ces fléaux le trafic et le transit de drogues, le trafic illicite d'armes; la criminalité transfrontalière, le terrorisme, ainsi que la piraterie dans le golfe de Guinée. L'éradication de ces fléaux appelle une action concertée et diligente de la CEDEAO, de l'Union africaine et des Nations Unies, a-t-il estimé. À cet égard, M. Kablan Duncan s'est réjoui de la création du Centre des Nations Unies pour combattre le terrorisme, qui est financé et abrité par l'Arabie saoudite, ainsi que de la proposition du Secrétaire général de nommer un coordonnateur des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme. Il a salué également la proposition du Secrétaire général de faciliter l'organisation d'un Sommet de chefs d'État de la région en vue d'élaborer une stratégie régionale de lutte contre la piraterie maritime, en collaboration avec l'Union africaine. S'agissant de la réforme du Conseil de sécurité, le Ministre a estimé que pour qu'il puisse être efficace dans ses décisions, lorsqu'il consacre les 2/3 de son travail au continent africain, il est plus qu'impératif que l'Afrique dispose d'une position de membre permanent avec droit de veto et selon les modalités définies dans le consensus d'Ezulwini.

M. PIERRE MOUKOKO MBONJO, Ministre des relations extérieures, a lu à l'Assemblée la déclaration de M. PAUL BIYA, Président du Cameroun. Dans ce message, le Président Biya a estimé que l'économie verte semble être la solution la plus efficace pour assurer un développement qui permette de satisfaire les besoins des populations, tout en préservant l'environnement. Il a dit la volonté du Cameroun d'œuvrer davantage en faveur de la préservation de son capital naturel et de favoriser la recherche de solutions à faible intensité de carbone et la promotion de modes de production et de consommation durables. Alors que l'on assiste à un ralentissement de l'activité mondiale depuis 2008, les pays en développement craignent les effets d'une rechute de l'économie mondiale et d'une éventuelle contagion des crises qui affectent certaines parties du monde. Face à l'incapacité

de la mondialisation d'assurer un fonctionnement harmonieux de l'économie mondiale en prenant en compte les intérêts de toutes les parties, le Président du Cameroun a regretté l'absence de régulations. Il a dit que les pays africains, et le Cameroun en particulier, qui ont traversé une longue crise marquée par le recul de leur PIB, auxquels a été imposée la dure discipline des plans d'ajustement structurel et qui ont connu l'aggravation de leurs difficultés sociales sont bien placés pour évaluer les conséquences de la dégradation de l'économie internationale.

C'est pourquoi, ils placent leurs espoirs dans une large concertation en vue d'une régulation d'ensemble des flux économiques et financiers qui prendrait en compte la situation des différentes catégories de pays et qui ouvrirait des perspectives d'où la solidarité internationale ne serait pas absente. Remise sur pied grâce aux sacrifices consentis par la population et soulagée du poids de la dette par les partenaires extérieurs, l'économie camerounaise est désormais tournée vers l'exploitation de ses ressources naturelles, a dit le Président de la République du Cameroun dans son message. Il a dit la volonté du Cameroun de développer une agriculture moderne de nature à consolider l'autosuffisance alimentaire du pays et de mettre en route un programme d'exploitation de son vaste potentiel hydroélectrique. Il a également évoqué les projets miniers, accompagnés de la promotion d'infrastructures de transport routier et portuaire adéquates, qui sont en voie de réalisation au Cameroun.

M. ANTOINE GAMBI, Ministre des affaires étrangères de la République centrafricaine et des Centrafricains de l'étranger, a d'abord réaffirmé la nécessité de garantir l'état de droit aussi bien au niveau national qu'au niveau international. Il a mis l'accent sur la persistance des foyers de tensions et la recrudescence des conflits qui continuent de sévir dans certaines régions du monde, en rappelant que ceux-ci provoquent des drames et mettent en cause l'état de droit. Il a fait allusion, à cet égard, aux situations qui prévalent au Mali, en République démocratique du Congo, au Soudan et au Soudan du Sud, ou encore en Côte d'Ivoire. Le Gouvernement centrafricain, a-t-il assuré, avait réalisé d'énormes efforts pour soutenir les activités visant à promouvoir l'état de droit, la justice et la transparence dans la gestion des capacités nationales pour faire respecter les droits de l'homme. Cela s'est, notamment, traduit par une adhésion entière à plusieurs instruments internationaux relatifs à la promotion des droits de l'homme et par l'adoption, en décembre 2004, d'une nouvelle Constitution qui consacre les principes de la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme ou l'élargissement du champ des libertés individuelles et collectives. À présent, et afin d'éviter des crises postélectorales, le Gouvernement centrafricain, les partis politiques, le syndicat et la société civile sont en train de réviser le Code électoral afin de corriger les dysfonctionnements qui ont été relevés lors des échéances électorales groupées de janvier 2011, a-t-il précisé.

M. Gambi s'est ensuite penché sur l'état du monde, en estimant que celui-ci devrait faire prendre conscience à la communauté internationale de « l'impérieuse nécessité de renforcer le multilatéralisme pour éviter le naufrage collectif si des solutions appropriées et consensuelles ne sont pas très vite trouvées aux problèmes globaux ». Il a fait remarquer que les objectifs primordiaux de désarmement et de non-prolifération des armes de destruction massive demeuraient encore l'otage d'une politique de « deux poids, deux mesures » et a aussi estimé que les questions relatives aux changements climatiques et à la protection de la nature exigeaient une modification d'approche qui tienne compte des aspirations de tous les peuples. En matière de consolidation de la paix, le Ministre des affaires étrangères a souligné combien la République centrafricaine devait aux vertus du dialogue et à quel point elle avait fait de la médiation une préoccupation de premier ordre en instituant un Conseil national de la médiation (CNM). « Peut-être devrions-nous encore aller plus loin en utilisant des corps civils de médiateurs et de restauration de la paix dont les membres seraient chargés de pénétrer les groupes belligérants pour rétablir le dialogue entre eux et les amener à régler leur différend par des moyens pacifiques », a-t-il suggéré. Avant de conclure, M. Gambi a considéré qu'il ne pouvait y avoir d'état de droit sans la défense et la promotion des droits et des libertés, dont celle du culte. Celle-ci doit être exempte d'extrémisme, a-t-il ajouté.

## **Droit de réponse**

Réagissant à l'intervention du Chef du Gouvernement du Koweït, qui a eu lieu ce matin, le représentant de l'Iran a réaffirmé que les îles Tunb et l'île Abu Moussa, situées dans le Golfe persique, appartenaient à l'Iran et qu'il rejetait toute affirmation contraire. Il a dit que son pays était néanmoins ouvert à toute collaboration bilatérale avec les Émirats arabes unis. S'agissant de l'appellation de la mer qui entoure l'Iran, il a précisé que la terminologie exacte était le « Golfe persique » et que le recours à toute autre terminologie était inacceptable.

\* \* \* \* \*